

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

**Ministère du Tourisme,
Régie des installations olympiques,
Société du Centre des congrès de Québec,
Société du Palais des congrès de Montréal**

**Renseignements particuliers, opposition officielle et deuxième
opposition**

Avril 2018

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS CE CAHIER SONT ÉTABLIES EN FONCTION DES RÉSULTATS
DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 POUR :

**LE MINISTÈRE DU TOURISME,
LA SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
ET LA SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL.**

EXCEPTIONNELLEMENT, CERTAINES DONNÉES SONT FOURNIES AU 31 MARS 2018.
DANS CES CAS, UNE INDICATION EST AJOUTÉE À LA RÉPONSE.

QUANT À LA **RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**,
LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS CE CAHIER SONT BASÉES SUR L'EXERCICE FINANCIER DU
1^{ER} NOVEMBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2017.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

TABLE DES MATIÈRES – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA PREMIÈRE OPPOSITION

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
1- Indiquer la somme dépensée en 2017-2018 (et les prévisions pour 2018-2019) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	-	Veuillez référer à la question 59 des renseignements généraux.
2- Sommes versées par le ministère du Conseil exécutif dans le Fonds de partenariat touristique pour 2017-2018. Indiquer l'utilisation faite de ces sommes et fournir une ventilation par dépense. Prévisions pour 2018-2019.	-	Information transmise par le ministère du Conseil exécutif.
3- Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise et les performances touristiques en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes. Fournir une ventilation par région.	13	Présentation de l'information.
4- Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise et les performances touristiques en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes. Fournir une ventilation par secteur.	14	Présentation de l'information.
5- Dépenses de promotion touristique en 2017-2018, ventilation par dépense. Préciser : a) au Québec; b) au Canada; c) aux États-Unis (par région); d) marchés outre-mer (par pays); e) méthodes utilisées pour chacune de ces régions (TV, radio, journaux, Internet, etc.); f) les fournisseurs de ces services avec copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission.	-	Renseignement diffusé trimestriellement sur le Web en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24) : <ul style="list-style-type: none"> • http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/categorie/divulgarion-depenses-164.html • http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/ • https://www.convention.qc.ca/a-propos/#tab-acces-a-linformation-8 • https://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/acces-a-linformation/
6- Sommes engagées en 2017-2018 pour la campagne Québec Original, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Ventiler par médium (télé, radio, Web, imprimés, etc.), incluant une copie des contrats et des sous-contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.	-	Renseignement diffusé trimestriellement sur le Web en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24) : <ul style="list-style-type: none"> • http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/categorie/divulgarion-depenses-164.html • http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/ • https://www.convention.qc.ca/a-propos/#tab-acces-a-linformation-8 • https://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/acces-a-linformation/

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
7- Crédits affectés à la représentation touristique du Québec à l'étranger, par pays, en 2017-2018.	15	Présentation de l'information.
8- Liste des montants versés aux associations touristiques régionales (ATR) en 2017-2018 et pour chacune des trois années précédentes.	33	Veuillez référer à la question 25 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
9- Liste des montants versés aux associations touristiques sectorielles en 2017-2018 et pour chacune des trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus.	16	Présentation de l'information.
10- Liste des montants versés à l'Alliance de l'industrie touristique en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	17	Présentation de l'information.
11- Nombre d'ETC au ministère du Tourisme en 2017-2018 et depuis 2011-2012.	-	Information transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
12 - Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2017-2018. Indiquer le nom de l'entreprise offrant l'activité, le titre de la formation ou de la conférence, le coût total et le nombre de participants.	-	Renseignement diffusé trimestriellement sur le Web en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) : <ul style="list-style-type: none"> • http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/categorie/divulgence-depenses-164.html • http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/ • https://www.convention.qc.ca/a-propos/#tab-acces-a-linformation-8 • https://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/acces-a-linformation/
13- Concernant le Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques, sommes allouées en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants demandés et reçus, ainsi que la liste des demandes refusées, et ce, par volet. Ventiler par région. Préciser le nombre de demandes et les refus.	18	Présentation de l'information.
14- Concernant le Programme d'aide à la stratégie des croisières, sommes allouées en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Le programme a pris fin le 31 mars 2016.
15- Concernant le Programme de partenariats promotionnels sur les marchés hors Québec, sommes allouées en 2017-2018. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	24	Présentation de l'information.
16- Pour chacune des six stratégies, tourisme maritime, tourisme au nord du 49e parallèle, tourisme hivernal, tourisme de nature et d'aventure, tourisme culturel et événementiel et tourisme d'affaires et de congrès, sommes allouées en 2017-2018 s'il y a lieu. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par	25	Présentation de l'information.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus. Échéancier pour les nouvelles stratégies. Fournir les prévisions pour 2018-2019 pour chacune d'entre elles.		
17- Concernant le Crédit d'impôt remboursable favorisant la modernisation de l'offre d'hébergement touristique, sommes allouées en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants demandés et reçus, ainsi que la liste des demandes refusées, et ce, par volet. Ventiler par région. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Ce crédit d'impôt est sous la gouverne de l'Agence du revenu du Québec.
18- Concernant le Fonds tourisme PME, sommes allouées en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants demandés et reçus, ainsi que la liste des demandes refusées, et ce, par volet. Ventiler par région. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Le Fonds tourisme PME est géré par Filaction.
19- Concernant le Programme d'aide stratégique aux projets touristiques, sommes allouées en 2017-2018. Donner, par région.	28	Présentation de l'information.
20- Concernant le Programme d'appui au développement des attraits touristiques, sommes allouées en 2017-2018. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description de chaque projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Le programme est administré par Investissement Québec, division Tourisme.
21- Considérant que le gouvernement a investi plus de 1,7 M\$ dans le Fonds Tourisme PME depuis 2012 et qu'il fait partie intégrante du Plan de développement de l'industrie touristique 2002-2020, préciser les sommes allouées en 2017-2018 à ce Fonds. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description de chaque projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Le Fonds tourisme PME est géré par Filaction.
22- Sommes engagées en 2017-2018 pour le site bonjourquebec.com, ainsi que pour sa nouvelle version, le site quebecoriginal.com, les applications mobiles et le système de réservation en ligne; prévisions pour 2018-2019. Ventiler par dépense, incluant une copie des contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.	29	Présentation de l'information.
23- Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, rencontre bilatérale, etc.) effectuées dans le cadre de la stratégie touristique pour les régions situées au nord du 49e parallèle (travaux du Plan Nord).	30	Présentation de l'information.
24- Liste des rencontres effectuées avec les partenaires de l'industrie touristique (comité, conseil, table sectorielle, etc.) en 2017-2018.	31	Présentation de l'information.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
25- Copie de chacune des plus récentes ententes-cadres avec les ATR. Fournir une ventilation des sommes allouées depuis la mise en oeuvre de chaque entente-cadre.	33	Présentation de l'information.
26- Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Société du Palais des congrès de Montréal, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
27- Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Société du Centre des congrès de Québec, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
28- Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Régie des installations olympiques (RIO), en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
29- Copie des rapports financiers de la RIO pour les années 2017-2018 et pour les trois années précédentes.	-	La RIO publie ses états financiers dans son rapport annuel de gestion. Les rapports annuels peuvent être consultés à l'adresse http://parcolympique.qc.ca/a-propos/medias/rapports-annuels/ .
30- Préciser les frais juridiques déboursés par la RIO en 2017-2018 et pour les deux années précédentes.	34	Présentation de l'information.
31- Investissements, depuis 2008-2009, pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc olympique de Montréal. Fournir les prévisions pour 2018-2019.	35	Présentation de l'information.
32- Frais engagés relativement à la mise en place de l'Institut national du sport, en 2017-2018 et pour les années précédentes.	-	Aucun frais n'a été engagé en 2016-2017.
33- Ventilation des compressions budgétaires pour 2017-2018 et pour les trois années précédentes; fournir les prévisions pour 2018-2019.	-	Information transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
34- Nombre d'interventions des inspecteurs concernant l'hébergement illégal pour l'année 2017-2018 et pour les cinq années précédentes. Description du statut de ces interventions et du suivi effectué.	36	Présentation de l'information.
35- Crédits affectés à l'accueil touristique au Québec en 2017-2018 et pour les trois années précédentes.	37	Présentation de l'information.
36- Crédits affectés à la signalisation touristique en 2017-2018 et pour les trois années précédentes	38	Présentation de l'information.
37- Crédits affectés à la classification de l'hébergement touristique en 2017-2018 et pour les trois années précédentes.	39	Présentation de l'information.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
38- Nombre de fonctionnaires ou d'ETC affectés à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.	-	Information transmise par la Société du Plan Nord.
39- Nombre de fonctionnaires ou d'ETC affectés à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la Stratégie maritime, volet touristique, en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.	-	Information transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.
40- Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la Stratégie maritime, volet touristique, pour 2017-2018. Coût des documents promotionnels. Fournir les prévisions pour 2018-2019.	-	Information transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.
41- Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.	-	Information transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
42- Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.	-	Veuillez référer au budget de dépenses 2017-2018, disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/budget-de-depenses-2017-2018/ .
43- Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, rencontre bilatérale, etc.) effectuées dans le cadre de la réforme de l'industrie touristique.	40	Présentation de l'information.
44- Dans son rapport de 2013, le Vérificateur général a émis quatre recommandations à Tourisme Québec. Fournir une copie du plan d'action élaboré à la suite de ces recommandations et le bilan des actions entreprises depuis l'automne 2013.	41	Présentation de l'information.
45- Le PDIT 2012-2020 contient 36 mesures, fournir un état d'avancement de chacune des mesures incluant un bilan pour celles réalisées et les explications pour celles qui sont en cours de réalisation ou qui ne sont pas réalisées	42	Présentation de l'information.
46- Nombre de signalements pour hébergement illégal depuis l'entrée en vigueur de la loi encadrant l'hébergement touristique. Fournir le détail des signalements : lieux, type d'hébergement, etc.	43	Présentation de l'information.
47- Budget consacré aux campagnes d'information concernant la loi et le règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	44	Présentation de l'information.
48- Nombre d'inspecteurs dédié à l'hébergement illégal au ministère du Tourisme, à la Corporation de l'industrie touristique du Québec, Camping Québec et la Fédération des pourvoies du Québec.	45	Présentation de l'information.
49- Nombre et montant des amendes délivrées en vertu de l'application de la loi et du règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes.	46	Présentation de l'information.
50- Nombre total d'unités certifiées comme résidences de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2018-2019.	47	Présentation de l'information.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
51- Nombre total de propriétaires de résidence de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2018-2019.	48	Présentation de l'information.
52- Nombre de nouvelles demandes d'attestation de résidences de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2018-2019.	49	Présentation de l'information.
53- Fournir les amendements survenus au Protocole d'entente relatif à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal en 2017-2018.	50	Présentation de l'information.
54- Pour chacune des stratégies déployées, fournir un bilan, les montants investis, la liste des projets réalisés pour 2017-2018, la liste des investissements prévus pour 2018-2019, l'échéancier s'il y a lieu, de même que le montant investi en publicité pour chacune des stratégies déployées.	25	Veuillez référer à la question 16 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
55- Coût de la grande consultation que la ministre a menée dans le cadre de son plan d'action 2016-2020. Frais de déplacement, location de salle, repas, production de document, matériel multimédia, etc.	-	Aucun.
56- Copie de l'entente formant la nouvelle Alliance incluant la composition du conseil d'administration.	51	Présentation de l'information.
57- Coût pour mettre en place l'Alliance de l'industrie touristique en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	-	Aucun.
58- Nombre de pertes d'emplois au MTO engendrés par la création de l'Alliance de l'industrie touristique.	-	Aucune.
59- Nombre de personnes qui seront relocalisées dans la fonction publique à la suite de l'abolition de postes au MTO avec la mise en place de l'Alliance de l'industrie touristique	-	Aucune.
60- Revenus supplémentaires générés par l'uniformisation de la taxe d'hébergement en 2017-2018	62	Présentation de l'information.
61- Revenus générés par la taxe d'hébergement en 2017-2018 et pour les cinq années précédentes. Ventiler par région administrative. Prévisions de revenus de la taxe d'hébergement 2018-2019.	62	Veuillez référer à la question 60 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
62- Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes, via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun : a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b) la description du projet;	-	Information transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
<ul style="list-style-type: none"> c) la date de versement de l'aide financière accordée; d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autres cobénéfices. 		
<p>63- Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du <i>Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020</i>, fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017-2018 – base annuelle (en MtCO₂); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); e) les investissements totaux des projets (en millions \$); f) les aides financières totales du ministère (en millions \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. 	-	Information transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
64- Les résultats de la première compilation des données du sondage mené en continu sur la satisfaction de la clientèle dont il a été question lors de l'audition du ministère du Tourisme sur sa gestion administrative et ses engagements financiers lors de la Commission des affaires publiques.	63	Présentation de l'information.
65- L'information recueillie par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec en matière de plaintes sur les activités de l'industrie touristique, incluant une ventilation de ces plaintes par catégorie pour l'année 2017-2018 et pour les années précédentes.	64	Présentation de l'information.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 03

Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise et les performances touristiques en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes. Fournir une ventilation par région.

Les recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2017-2018 ne sont pas disponibles.

Les dernières données officielles concernant la fréquentation et les recettes touristiques portent sur l'année 2016. Ces données démontrent que l'industrie touristique au Québec représente un apport significatif à l'échelle régionale et participe activement au développement économique des différentes régions touristiques du Québec. Pour l'année 2016, les dépenses des visiteurs dans les différentes régions touristiques se déclinaient comme ci-dessous :

Recettes touristiques selon la région touristique visitée, 2016	
Région touristique visitée	Dépenses (M\$)
Îles-de-la-Madeleine	94*
Gaspésie	268
Bas-Saint-Laurent	421
Région de Québec	1 897
Charlevoix	224
Chaudière-Appalaches	336
Mauricie	439
Cantons-de-l'Est	905
Montréal	620
Lanaudière	336
Laurentides	972
Montréal	3 811
Outaouais	512
Abitibi-Témiscamingue	193*
Saguenay-Lac-Saint-Jean	439
Manicouagan	124*
Duplessis	56*
Baie-James	5*
Laval	114*
Centre-du-Québec	278
Nunavik	13*
Eeyou Istchee	0*
Non précisé	499
Dépenses touristiques	12 555
Autres dépenses	1 447
Recettes touristiques	14 002

* : Données fournies à titre indicatif et à utiliser avec réserve en raison de la variabilité des résultats.
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les voyages des résidents du Canada* et *Enquête sur les voyages internationaux*, 2016.
Compilation : Direction des politiques et de l'intelligence d'affaires, ministère du Tourisme.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 04

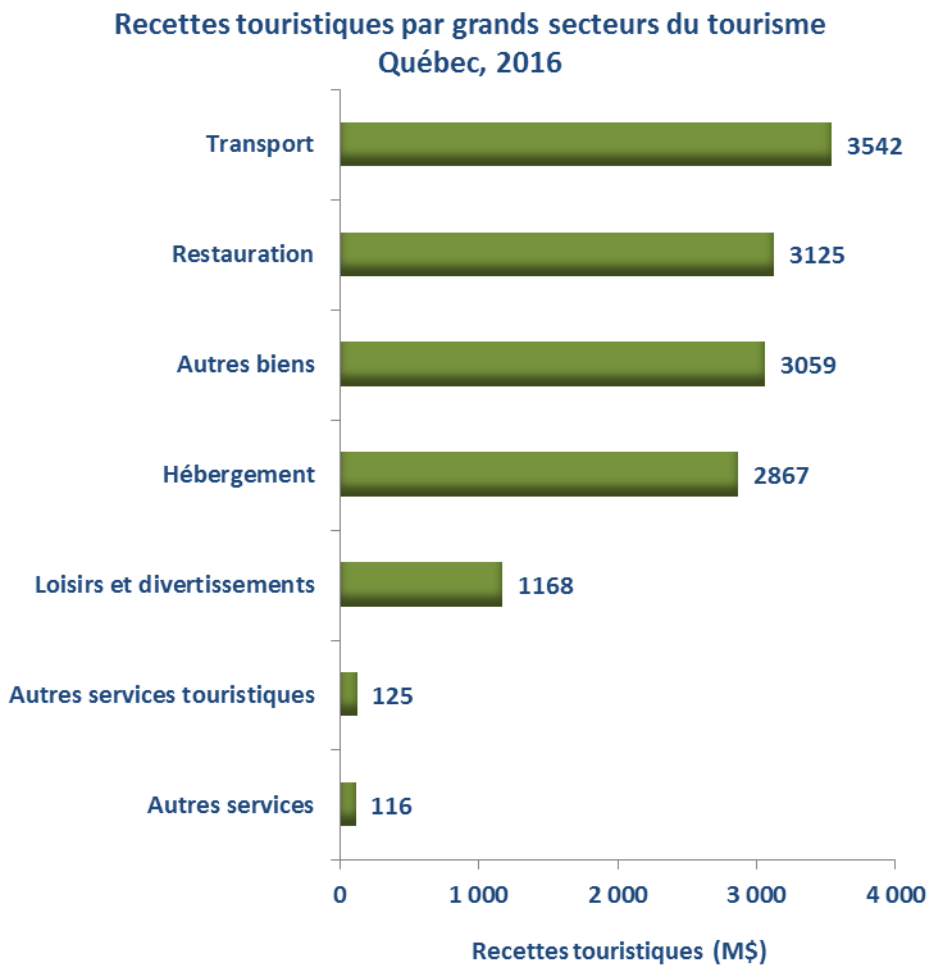
Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise et les performances touristiques en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes. Fournir une ventilation par secteur.

Les recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2017-2018 ne sont pas disponibles.

Les dernières données officielles concernant la fréquentation et les recettes touristiques portent sur l'année 2016. À cet effet, les recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2016 ont représenté 14,0 G\$. Le ministère du Tourisme (MTO) estime que cela représente un produit intérieur brut touristique de 9,8 G\$ et des recettes fiscales d'environ 2,1 G\$ pour le Québec.

Ces recettes peuvent être désagrégées par principaux secteurs de l'industrie. Par ordre d'importance, on a donc le « Transport » qui occupe 25 % des recettes de l'industrie, suivi de la « Restauration » (22 %). Le secteur des « Autres biens » (produits d'épicerie, bières, vins et spiritueux achetés au détail, vêtements et chaussures, journaux, revues, livres, produits du tabac, bijoux, jeux et jouets) vient en troisième position avec 22 % des recettes touristiques en 2016.

Le secteur « Hébergement » compte pour 20 %, tandis que celui des « Loisirs et divertissements » constitue le cinquième secteur en importance et représente 8 % des recettes touristiques de 2016.



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les voyages des résidents du Canada* et *Enquête sur les voyages internationaux*, 2016.
Compilation : Direction des politiques et de l'intelligence d'affaires, MTO.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 07

Crédits affectés à la représentation touristique du Québec à l'étranger, par pays, en 2017-2018.
Préciser :

- a) le nombre de points de service et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de services incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) les objectifs atteints.
-

La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) pour les années 2017-2020. L'Alliance présentera ses réalisations à cet égard dans son rapport annuel de gestion 2017.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 09

Liste des montants versés aux associations touristiques sectorielles en 2017-2018 et pour chacune des trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus.

Les associations touristiques sectorielles regroupent des membres venant de diverses régions du Québec. Les ententes pour les aides au développement de l'offre touristique ont été signées en 2016-2017 pour une période de quatre ans.

Associations touristiques sectorielles	2017-2018
Agences réceptives et forfaitistes du Québec	70 833 \$
Association québécoise des spas	100 858 \$
Association de l'agrotourisme et du tourisme gourmand du Québec	95 158 \$
Association Hôtellerie Québec	107 100 \$
Association maritime du Québec	105 233 \$
Association des professionnels de congrès du Québec	87 993 \$
Association des stations de ski du Québec	174 642 \$
Aventure Écotourisme Québec	187 810 \$
Camping Québec	56 667 \$
Fédération des clubs de motoneigistes du Québec	64 671 \$
Fédération des pourvoiries du Québec	170 285 \$
Fédération des transporteurs par autobus	70 595 \$
Société des attractions touristiques du Québec – Festivals et Événements Québec	239 830 \$
Société des musées du Québec	130 625 \$
Société du réseau Économusée	93 100 \$
Tourisme Autochtone Québec	145 336 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 10

Liste des montants versés à l'Alliance de l'industrie touristique en 2017-2018 et pour les années précédentes, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Les fonctions de mise en marché touristique de la destination québécoise sur les marchés hors Québec ont été déléguées à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance).

De 2017-2018 à 2019-2020, une entente triennale a été signée entre le MTO et l'Alliance pour un montant annuel de 13,0 M\$, totalisant à terme 39,0 M\$.

En vertu de cette entente, une somme de 11,5 M\$ a été versée à l'Alliance en 2017-2018, conséquemment au respect de ses obligations. Le solde de l'enveloppe annuelle de 13 M\$ sera versé à l'Alliance lors de la remise des éléments de reddition de comptes exigés à l'entente triennale, soit son rapport annuel de gestion 2017-2018.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 13

Concernant le Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques, sommes allouées en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants demandés et reçus, ainsi que la liste des demandes refusées, et ce, par volet. Ventiler le total par région et par volet. Préciser le nombre de demandes et les refus.

Le programme Aide financière aux festivals et aux événements touristiques comprend actuellement les trois volets suivants :

- Volet 1 : Festivals et événements touristiques majeurs
- Volet 2 : Festivals et événements d'envergure touristique
- Volet 3 : Innovation et opportunités

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival d'humour de l'Abitibi-Témiscamingue	20 000 \$
Festival western de Guigues	27 000 \$
Grand Prix international Snowcross de Rouyn-Noranda	15 000 \$
Tour de l'Abitibi (Le)	28 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue	64 000 \$
Festival des guitares du monde en Abitibi-Témiscamingue	30 000 \$
Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue	50 000 \$
Foire du camionneur de Barraute	55 000 \$
Foire gourmande de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-Est ontarien	55 000 \$
H2O le festival	39 000 \$
Osisko en lumière	42 000 \$
Rodéo du Camion	78 000 \$
BAIE-JAMES	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival du Doré Baie-James	23 000 \$
Festival Folifrets Baie-James	18 000 \$
BAS-SAINT-LAURENT	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Cartonfolies (Les)	10 000 \$
Concerts aux Îles du Bic	4 000 \$
Festi Jazz international de Rimouski	21 000 \$
Festival country Saint-Antonin	18 000 \$
Festival du Bootlegger	10 000 \$
Le Tremplin de Dégelis	19 000 \$
Noël chez nous à Rivière-du-Loup	16 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Grandes Fêtes Telus (Les)	66 000 \$
CANTONS-DE-L'EST	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Classique PIF	18 000 \$
Comptonales (Les)	15 000 \$
Correspondances d'Eastman (Les)	18 000 \$
Festival cinéma du monde de Sherbrooke	9 000 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
Festival des gourmands d'Asbestos	23 000 \$
Festival des harmonies et orchestres symphoniques du Québec et OFF Festival	35 000 \$
Rodéo d'Ayer's Cliff	22 000 \$
Sherblues & Folk	7 000 \$
Sherbrooke t'en bouche un coin	13 000 \$
Tournoi international de hockey Bantam de Granby	14 000 \$
Traversée internationale du lac Mégantic (La)	31 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	64 000 \$
Festival international de la chanson de Granby	145 000 \$
Festival Orford Musique	44 000 \$
Fête des vendanges Magog-Orford	55 000 \$
Fête du Lac des Nations	100 000 \$
Grand Prix ski-doo de Valcourt	55 000 \$
International Bromont	94 000 \$
<i>Volet 3 (projet)</i>	
Fête des vendanges Magog-Orford	25 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Balade gourmande	9 000 \$
Canneberge en fête	14 000 \$
Festival des 5 sens de la MRC de Bécancour	7 000 \$
Festival du cheval de Princeville	18 000 \$
Festival du cochon de Sainte-Perpétue	35 000 \$
Fromages, Bouffe & Traditions de Victoriaville	12 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Challenge 255	55 000 \$
Festival de la poutine de Drummondville	53 000 \$
Festival du Boeuf d'Inverness	35 000 \$
Festival international de musique actuelle de Victoriaville	45 000 \$
Mondial des cultures de Drummondville	128 000 \$
CHARLEVOIX	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Rêves d'automne, Festival de peinture	13 000 \$
Rodéo de Charlevoix	14 000 \$
Symposium international d'art contemporain de Baie-Saint-Paul	22 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival international du Domaine Forget	63 000 \$
Le Festif! de Baie-Saint-Paul	61 000 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Carrefour mondial de l'accordéon	6 000 \$
Compétition Hit The Floor Lévis	42 000 \$
Festival country de Lotbinière	10 000 \$
Festival du bûcheux de Saint-Pamphile	20 000 \$
Festival Promutuel de la relève de Thetford Mines	18 000 \$
Festivités western de Saint-Victor	30 000 \$
Fête des chants de marins de Saint-Jean-Port-Joli (La)	15 000 \$
Fête d'hiver de Saint-Jean-Port-Joli (La)	9 000 \$
Nashville en Beauce	17 000 \$
Symposium international de la sculpture	19 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festivent Ville de Lévis	305 000 \$
Woodstock en Beauce	34 000 \$
DUPLESSIS	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Vieux-Quai en Fête de Sept-Îles	29 000 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
GASPÉSIE	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Éole en musique	16 000 \$
Festi-Plage de Cap-d'Espoir	38 000 \$
Festival La Virée	16 000 \$
Fête du bois flotté	10 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival en chanson de Petite-Vallée	129 000 \$
Festival Musique du bout du monde	74 000 \$
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Concours de Châteaux de sable des Îles	14 000 \$
LANAUDIÈRE	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival Mémoire et Racines	15 000 \$
Fous de théâtre	8 000 \$
Gèle ton week-end	13 000 \$
Internationaux de tennis junior du Canada	13 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival international de Lanaudière	305 000 \$
LAURENTIDES	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festi Jazz Mont-Tremblant	7 000 \$
Festival AIM	11 000 \$
Festival international de théâtre de Mont-Laurier	8 000 \$
Gran Fondo Mont-Tremblant	20 000 \$
Rodéo Lachute - Festival du Cowboy	7 000 \$
Saint-Jérôme Folk	15 000 \$
Tremblant Gourmand	21 000 \$
Vélomotion	11 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival des arts de Saint-Sauveur	45 000 \$
Festival international du blues de Tremblant	105 000 \$
Fête de la musique de Tremblant	43 000 \$
Rythmes Tremblant	55 000 \$
LAVAL	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival des bières de Laval	14 000 \$
Festival musical indépendant Diapason	19 000 \$
MANICOUAGAN	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival Eau Grand Air de Baie-Comeau	16 000 \$
Snocross Baie-Comeau	7 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival de la chanson de Tadoussac	60 000 \$
MAURICIE	
<i>Volet 1</i>	
Festival western de Saint-Tite	575 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Bataille de Bicolline	21 000 \$
Classique internationale de canots de la Mauricie	29 000 \$
Défis du Parc national de la Mauricie - Shawinigan	41 000 \$
Délices d'automne	24 000 \$
Festival de la galette de sarrasin	21 000 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts	13 000 \$
Festival de l'Assomption	20 000 \$
Festival de pêche aux petits poissons des chenaux	26 000 \$
Noël en lumières	8 000 \$
Trois-Rivières en Blues	37 000 \$
Volet 2 (500 000 \$ et plus)	
Festival international de DansEncore	48 000 \$
Festival international de la poésie	83 000 \$
FestiVoix de Trois-Rivières	125 000 \$
Grand Prix de Trois-Rivières	426 000 \$
Volet 3 (projet)	
Festival de pêche aux petits poissons des chenaux	9 535 \$
MONTÉRÉGIE	
Volet 1	
International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu	400 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)	
Festival des couleurs de Rigaud	13 000 \$
Grande Gourmandise (La)	12 000 \$
Show de la Rentrée Desjardins d'Acton Vale	21 000 \$
Volet 2 (500 000 \$ et plus)	
Bières et Saveurs de Chambly	62 000 \$
Expo de Saint-Hyacinthe	180 000 \$
Festival de la gibelotte de Sorel-Tracy	37 000 \$
Régates de Valleyfield (Les)	162 000 \$
Volet 3 (projet)	
International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu	100 000 \$
MONTRÉAL	
Volet 1	
Festival international de jazz de Montréal	1 000 000 \$
Festival Juste pour rire	1 082 000 \$
Festival Montréal en Lumière	560 000 \$
Festival Musique et Arts Osheaga	1 000 000 \$
FrancoFolies de Montréal (Les)	541 000 \$
International des Feux Loto-Québec (L')	440 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)	
Ancient Future	14 000 \$
Escales improbables de Montréal (Les)	13 000 \$
Festival iF3 2017	17 000 \$
Festival international de cinéma Vues d'Afrique	27 000 \$
Festival international Mizik Kreyol	12 000 \$
Noël dans le parc	25 000 \$
Un goût des Caraïbes	9 000 \$
Volet 2 (500 000 \$ et plus)	
Concours international d'orgue du Canada	55 000 \$
Festival Bach de Montréal	15 000 \$
Festival Black & Blue de Montréal	80 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	153 000 \$
Festival Eurêka!	40 000 \$
Festival Go vélo Montréal	154 000 \$
Festival international de films Fantasia	100 000 \$
Festival international de musique POP Montréal	80 000 \$
Festival international Nuits d'Afrique	120 000 \$
Festival La Virée classique OSM	87 000 \$
Festival Mode & Design	151 000 \$
Festival TransAmériques	20 000 \$
Festival Zoofest	98 000 \$
Fierté Canada, Montréal 2017 (présenté par Fierté Montréal)	126 000 \$
Igloofest	213 000 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
ÎleSoniq	100 000 \$
Mondial des jeux	40 000 \$
Montréal en Fêtes	80 000 \$
MURAL	41 000 \$
MUTEK	57 000 \$
Piknic Électronik	41 000 \$
Présence autochtone	55 000 \$
Rendez-vous du cinéma québécois (Les)	80 000 \$
Semaine italienne de Montréal	37 000 \$
Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau	44 000 \$
<i>Volet 3 (événement ponctuel)</i>	
Championnats du monde ISU de patinage de vitesse courte piste - Montréal 2018	191 000 \$
Festival d'orgue de Montréal	75 000 \$
NomadFest	275 000 \$
<i>Volet 3 (projet)</i>	
Festival international Nuits d'Afrique	19 375 \$
Festival Juste pour rire	418 000 \$
Festival Montréal en Lumière	50 000 \$
Festival Musique et Arts Osheaga	234 000 \$
Igloofest	225 000 \$
Piknic Électronik	190 000 \$
OUTAOUAIS	
<i>Volet 1</i>	
Montebello Rockfest	506 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Compétition Hit The Floor	16 000 \$
Festival de l'Outaouais Émergent	9 000 \$
Festival du film de l'Outaouais	14 000 \$
Gatineau Loppet	34 000 \$
Merveilles de sable	8 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Bal de Neige - Domaine des Flocons	55 000 \$
Festival de montgolfières de Gatineau	307 000 \$
Festival l'Outaouais en fête	34 000 \$
Festival western Saint-André-Avellin rodéo professionnel	47 000 \$
Grands feux du Casino du Lac-Leamy	130 000 \$
<i>Volet 3 (événement ponctuel)</i>	
Mosaïvernales - Gatineau 2018	335 000 \$
QUÉBEC	
<i>Volet 1</i>	
Carnaval de Québec	706 000 \$
Festival d'été de Québec	1 151 000 \$
Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal	244 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Fête Arc-en-ciel de Québec	5 000 \$
Fêtes gourmandes Desjardins de Neuville	12 000 \$
Grande Fête de la Côte-de-Beaupré (La)	13 000 \$
Pow Wow international de Wendake	11 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Bordeaux fête le vin à Québec	50 000 \$
Carrefour international de théâtre	120 000 \$
Festibièrre de Québec	50 000 \$
Festival ComediHa!	499 000 \$
Festival Envol et Macadam	30 000 \$
Fêtes de la Nouvelle-France	135 000 \$
Grands Feux Loto-Québec	92 000 \$
Jamboree 2018 - Coupe du monde FIS de snowboard et freeski de Québec et Stoneham	131 000 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nom de l'événement	Somme allouée en 2017-2018
Jour de l'An à Québec	84 000 \$
Marathon de Québec SSQ	87 000 \$
Tournoi international de hockey pee-wee de Québec	80 000 \$
Vélirium- Coupe du monde UCI de vélo de montagne du Mont-Sainte-Anne	140 000 \$
<i>Volet 3 (projet)</i>	
Festival ComediHa!	176 000 \$
Festival d'été de Québec	54 000 \$
Grands Feux Loto-Québec	92 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)</i>	
Festival country de Labrecque	13 000 \$
Festival de Jazz et Blues de Saguenay	26 000 \$
Festival de la chanson de Saint-Ambroise	13 000 \$
Festival de la gourgane	14 000 \$
Festival des vins de Saguenay	17 000 \$
Festival du Cowboy de Chambord	13 000 \$
Festival Saint-Honoré dans l'Vent	21 000 \$
Grand Rassemblement des Premières Nations	15 000 \$
Jonquière en Musique	29 000 \$
Zoom Photo Festival Saguenay	10 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)</i>	
Festival des Bières du Monde de Saguenay	45 000 \$
Festival international des arts de la marionnette à Saguenay	4 000 \$
Festival international des rythmes du monde	42 000 \$
REGARD - Festival international du court métrage au Saguenay	55 000 \$
Traversée internationale du lac Saint-Jean	49 000 \$
Événement qui se déroulera en 2018-2019, mais dont la somme a été engagée en 2017-2018 (comptabilisée dans le budget 2017-2018) :	
<i>Volet 3 (projet)</i>	
Festival international de la chanson de Granby - Volet 3 (projet en 2018)	394 500 \$

Événements qui se sont déroulés en 2017-2018, mais dont la somme a été engagée en 2016-2017 (comptabilisée dans la dépense 2017-2018) :	
Rendez-vous naval de Québec 2017	400 000 \$
Mosaïcultures internationales 2017 (MosaïCanada150/2017)	500 000 \$
Festival d'été de Québec 2017 (50 ^e édition)	200 000 \$
Festival western de Saint-Tite 2017 (50 ^e édition)	167 800 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 15

Concernant le Programme de partenariats promotionnels sur les marchés hors Québec, sommes allouées en 2017-2018. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec pour les années 2017-2020. Les demandes de partenariat promotionnel sur les marchés hors Québec sont donc soumises à leur analyse.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 16

Pour chacune des six stratégies, tourisme maritime, tourisme au nord du 49^e parallèle, tourisme hivernal, tourisme de nature et d’aventure, tourisme culturel et événementiel et tourisme d’affaires et de congrès, sommes allouées en 2017-2018 s’il y a lieu. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus. Échéancier pour les nouvelles stratégies. Fournir les prévisions pour 2018-2019 pour chacune d’entre elles.

Le Programme de soutien aux stratégies de développement touristique (PSSDT) permet au ministère du Tourisme d’appuyer les projets liés à ces cinq stratégies sectorielles. Ce programme se décline en 5 volets, chacun étant associé à une stratégie :

- Volet 1 : Appui à la Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal.
- Volet 2 : Appui à la Stratégie de mise en valeur du tourisme événementiel.
- Volet 3 : Appui à la Stratégie de mise en valeur du tourisme de nature et d’aventure.
- Volet 4 : Appui à la Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique.
- Volet 5 : Appui à la Stratégie touristique québécoise au nord du 49^e parallèle.

Volet 1 – Tourisme hivernal

NOM DE L'ORGANISME	SOMME ALLOUÉE EN 2017-2018
BAS-SAINT-LAURENT	
Corporation de gestion du parc du Mont-Saint-Mathieu	788 000 \$
CANTONS-DE-L'EST	
Destination Owl's Head inc. (Sommets Memphrémagog)	1 200 000 \$
Ski Bromont.com, Société en commandite (Bromont montagne d'expériences)	1 500 000 \$
Corporation Ski & Golf Mont-Orford	3 000 000 \$
Ski Sutton inc. (Mont Sutton)	971 700 \$
LANAUDIÈRE	
Ski Garceau inc.	252 300 \$
Station touristique Val Saint-Côme inc.	2 088 400 \$
LAURENTIDES	
Les Sommes de la Vallée inc.	3 000 000 \$
MAURICIE	
Vallée du Parc de Shawinigan inc.	1 420 000 \$
OUTAOUAIS	
Club Lac Ste-Marie	249 000 \$
3133591 Manitoba ltée/Camp Fortune	1 317 900 \$
QUÉBEC	
Château Mont-Sainte-Anne inc.	1 900 000 \$
Nord Expe inc.	314 800 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	
La Société de développement de L'Anse-Saint-Jean inc.	792 200 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Volet 2 – Tourisme événementiel

NOM DE L'ORGANISME	SOMME ALLOUÉE EN 2017-2018
CANTONS-DE-L'EST	
Vignoble de l'Orpailleur inc.	148 100 \$
Verger Champêtre	424 500 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	
9337-4247 Québec inc. (Complexe équestre Gentilly)	3 000 000 \$
CHARLEVOIX	
Centre de l'Émeu de Charlevoix inc.	241 800 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	
Boulangerie Boutin Coopérative de travailleurs	44 500 \$
Cassis et Mélisse s.e.n.c.	45 700 \$
GASPÉSIE	
Corporation de développement économique du territoire du Rocher-Percé	563 200 \$
LAURENTIDES	
Municipalité du village de Val-David	94 070 \$
MAURICIE	
Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.	243 600 \$
La Cité de l'énergie	435 600 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	
Chocolaterie des Pères trappistes de Mistassini	281 400 \$
Nature 3M inc. / Bilodeau Canada	209 200 \$

Volet 3 – Tourisme nature / aventure

NOM DE L'ORGANISME	SOMME ALLOUÉE EN 2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	57 400 \$
CANTONS-DE-L'EST	
Ski Bromont.com, Société en commandite (Bromont montagne d'expériences)	1 500 000 \$
Ville de Bromont	1 589 900 \$
9229-4685 Québec inc. (Au Diable Vert)	260 392 \$
Société de développement de la Gorge-de-Coaticook inc.	442 200 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	
Le Sainte-Hélène, Auberge & Spa Nordique inc.	268 300 \$
CHARLEVOIX	
Repère Boréal s.e.n.c.	149 680 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	
Domaine Option Nature inc.	2 550 000 \$
Les Micro-Chalets des Appalaches inc.	46 700 \$
LANAUDIÈRE	
9317-0942 Québec inc. (Auberge du Lac Taureau)	53 900 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

LAURENTIDES	
9126-0943 Québec inc. (Écotourisme Boréal)	700 000 \$
Développement Isaphil inc. (Tyroparc)	130 000 \$
MAURICIE	
9207-2602 Québec inc. (La Seigneurie du Triton)	188 600 \$
9773908 Canada inc. (Mont SM)	696 200 \$
Sanatorium historique Lac Édouard	114 200 \$
Ferme boréale Lac Édouard inc.	145 400 \$
MONTÉRÉGIE	
9812636 Canada inc. (Groupe Skyspa)	1 000 000 \$
MONTRÉAL	
Groupe Hikster inc.	69 250 \$
OUTAOUAIS	
Parc Oméga inc.	3 000 000 \$
QUÉBEC	
Village Chalets en bois rond inc.	1 005 900 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	
Coopérative de travail de Mont-Victor Tremblay, le Valinouët	1 577 400 \$

Volet 4 – Saint-Laurent touristique

L'information relative à cette stratégie sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.

Volet 5 - Nord du 49^e parallèle

L'information relative à cette stratégie sera transmise par la Société du Plan Nord.

Stratégie de tourisme d'affaires et de congrès

La stratégie n'est pas encore lancée. Ainsi, aucun projet n'a été soutenu.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 19

Concernant le Programme d'aide stratégique aux projets touristiques, sommes allouées en 2017-2018. Donner, par région :

- a) la liste des bénéficiaires;
 - b) une brève description des projets;
 - c) le montant de l'aide accordée;
 - d) le nombre de demandes reçues et les refus.
-

L'organisme Mosaïcultures internationales de Montréal a été soutenu dans le cadre de ce programme pour un montant de 1 000 000 \$.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 22

Sommes engagées en 2017-2018 pour le site bonjourquebec.com, ainsi que pour sa nouvelle version, le site quebecoriginal.com, les applications mobiles et le système de réservation en ligne; prévisions pour 2018-2019. Ventiler par dépense, incluant une copie des contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.

En mai 2015, le site BonjourQuébec.com est devenu QuébecOriginal.com. Ci-dessous les sommes engagées en 2017-2018 pour le site QuébecOriginal.com, les applications mobiles et le système de réservation en ligne.

Dépenses 2017-2018*	Montant	Commentaires
Applications mobiles	0 \$	Aucune application mobile
Système de réservation en ligne	0 \$	Le système de réservation en ligne est fermé depuis le 31 mars 2017
Hébergement, licences, évolution et maintenance des sites	616 658 \$	Services professionnels
Rédaction, révision et traduction	38 762 \$	Contrat de services professionnels
Médiathèque	40 140 \$	Acquisition de photos
Gestion du site Web china.bonjourquebec.com	926 \$	Contrat de services professionnels externes

* Information au 31 mars 2018.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 23

Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, rencontre bilatérale, etc.) effectuées dans le cadre de la stratégie touristique pour les régions situées au nord du 49^e parallèle (travaux du Plan Nord), incluant :

- a) les organismes rencontrés;
- b) les dates;
- c) les ordres du jour;
- d) les procès-verbaux;
- e) une ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère du Tourisme du Québec;
- f) le bilan.

COMITÉ	Rencontre avec le conseil d'administration de l'association touristique régionale du Nunavik		
MANDAT	Identifier les priorités de la stratégie et les prochaines étapes		
ORGANISMES RENCONTRÉS (a)	<ul style="list-style-type: none">Administration régionale KativikSociété MakivikAssociation touristique du Nunavik, Parcs Nunavik, entreprises		
DATE (b)	Le 18 janvier 2018		
BUDGET DÉPENSÉ	2 156 \$		
MONTANT VENTILÉ (e)	<div>Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :</div> <div><div>Déplacement :</div><div>1 450 \$</div><div>Hébergement :</div><div>516 \$</div><div>Repas :</div><div>190 \$</div><div>Autres :</div><div>0 \$</div><div>Total :</div><div>2 156 \$</div></div>		
RÉSULTATS ATTEINTS (f)	La rencontre a permis d'identifier les priorités en développement touristique et mettre en place une cellule régionale pour favoriser la concertation entre les partenaires du Nunavik.		

c) d) l'ordre du jour et le procès-verbal de cette rencontre seront rendus disponibles sur demande.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 24

Liste des rencontres effectuées avec les partenaires de l'industrie touristique (comité, conseil, table sectorielle, etc.) en 2017-2018. Fournir :

- a) la liste des participants;
- b) les ordres du jour;
- c) les procès-verbaux;
- d) une ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère du Tourisme du Québec.

Comité d'orientation en développement des connaissances stratégiques en tourisme (CODCST)	
Mandat	Appuyer, sous la coordination du ministère du Tourisme, le développement de l'intelligence d'affaires en tourisme par une participation active à : <ul style="list-style-type: none">la collecte des besoins en développement de l'intelligence d'affaires (coordonnée par le MTO)la priorisation des actions en développement de l'intelligence d'affairesla planification annuelle quant au développement de l'intelligence d'affaires
Membres	MTO, Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance), Aéroports de Montréal, Développement économique Canada, Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), Office du tourisme de Québec (OTQ), Tourisme Lanaudière, Festivals et événements Québec – Société des attractions touristiques du Québec, Tourisme Montréal
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	186 \$

Réunion de travail SÉPAQ/MTO	
Mandat	Discuter des différentes enquêtes et sondages menés par les deux organisations. Mettre en place des procédures de collaboration pour le partage d'informations.
Membres	MTO, SÉPAQ
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	25 \$

Comité consultatif du Fonds Tourisme PME	
Mandat	Gestion du Fonds Tourisme PME
Membres	MTO, Investissement Québec, Gestion stratégique CM inc., Filaction
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	0 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Comité de travail ayant pour mandat la réalisation d'un diagnostic sur la main-d'œuvre en tourisme	
Mandat	Réaliser un diagnostic en matière de main-d'œuvre en tourisme, et ce, pour les secteurs de l'hébergement, des attraits touristiques ainsi que de la restauration (plus particulièrement sous l'angle de la gastronomie).
Membres	MTO, Conseil québécois des ressources humaines en tourisme, Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, Collège Mérici, Société des attractions touristiques du Québec, Association Hôtellerie Québec, Association des restaurateurs du Québec, Tourisme Gaspésie, Tourisme Baie-James, Tourisme Eeyou-Istchee
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	62 \$

Comité-relation d'affaires MTO-ATR	
Mandat	Évaluer et implanter les ajustements pertinents aux protocoles d'entente liant le MTO et les ATR.
Membres	MTO, Alliance, ATR Laurentides, ATR Montérégie, ATR Gaspésie
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	0 \$

Groupe de travail sur l'hébergement touristique – Ville de Québec/Office du tourisme de Québec	
Mandat	Le comité doit remettre des recommandations qui visent à conserver l'authenticité des quartiers historiques et touristiques, tout en conservant leur attractivité auprès des clientèles d'ici et d'ailleurs.
Membres	Ville de Québec, OTQ, MTO, Conseil de quartier Vieux-Québec–Cap-Blanc–Colline parlementaire, Consultante stratégique externe, Acteurs de l'industrie
Dépenses sous la responsabilité du Ministère	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux seront fournis sur demande.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 25

Copie de chacune des plus récentes ententes-cadres avec les ATR. Fournir une ventilation des sommes allouées depuis la mise en œuvre de chaque entente-cadre et préciser :

- a) le nom de l'ATR avec qui le ministère a signé une entente particulière;
- b) le montant alloué dans le cadre de cette entente;
- c) la date de l'entente.

Dans le cadre d'ententes 2016-2020, le ministère du Tourisme confie aux ATR des mandats de promotion de leur région, d'accueil, d'information, de signalisation touristique ainsi que de structuration et de développement de l'offre touristique, ce qui inclut la concertation des acteurs régionaux.

Montants alloués dans le cadre des ententes relatives aux mandats confiés aux ATR pour 2016-2020

ATR	Financement annuel ¹	TSH versée	Prévisions de TSH ²
	2016-2020	2016-17	2017-18
		k\$	k\$
1 Îles-de-la-Madeleine	378 642 \$	109,1	225,2
2 Gaspésie	419 485 \$	1 446,4	1 761,2
3 Bas-Saint-Laurent	392 100 \$	1 307,9	1 711,3
4 Québec	744 423 \$	12 243,2	15 357,4
5 Charlevoix	426 300 \$	1 867,5	2 359,5
6 Chaudière-Appalaches	428 948 \$	1 278,1	1 660,9
7 Mauricie	468 475 \$	1 400,3	1 861,8
8 Cantons-de-l'Est	471 558 \$	1 937,6	3 006,0
9 Montérégie	420 342 \$	1 994,7	3 341,2
10 Lanaudière	416 272 \$	880,6	1 306,0
11 Laurentides	512 666 \$	3 781,8	6 520,1
12 Montréal	1 107 870 \$	28 113,7	33 641,2
13 Outaouais	513 496 \$	2 052,3	3 247,9
14 Abitibi-Témiscamingue	394 400 \$	1 098,8	1 403,6
15 Saguenay-Lac-Saint-Jean	400 093 \$	1 350,5	1 763,4
16 Manicouagan	437 625 \$	601,7	843,3
17 Duplessis	380 421 \$	387,3	578,2
18 Baie-James	363 740 \$	181,8	296,3
19 Laval	372 690 \$	1 374,7	1 994,8
20 Centre-du-Québec	345 012 \$	822,3	1 043,3
21 Nunavik	314 213 \$	--	
22 Eeyou Istchee	314 213 \$	0,4	39,3
Total	10 022 984 \$	64 230,7	83 961,9

1- Financement versé à partir d'autres revenus du Fonds de partenariat touristique.
2- Prévisions de la taxe sur l'hébergement pour la période 2017-2018 (basée sur 3 trimestres réels et 1 trimestre estimé).
Sources : Revenu Québec et ministère du Tourisme
Compilation, estimations et projections : Direction des politiques et de l'intelligence d'affaires, ministère du Tourisme
Compilation - Étude de crédits: DPIR. Référence : 2018-03-01

Le modèle d'entente-cadre sera fourni sur demande.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 30

Préciser les frais juridiques déboursés par la RIO en 2017-2018 et pour les deux années précédentes.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Les honoraires juridiques déboursés par la RIO en 2016-2017 pour des services à l'externe, incluant les honoraires reliés aux projets du Plan d'immobilisations, sont de 600 238 \$.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 31

Investissements, depuis 2008-2009, pour l’entretien et la rénovation de chaque installation du Parc olympique de Montréal. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

2016-2017						
	Général	Stade	Centre sportif	Aires extérieures	Tour	Total
Entretien	5 929 642 \$	2 608 633 \$	743 567 \$	488 025 \$	455 510 \$	10 225 377 \$
Rénovation	10 398 577 \$	5 782 160 \$	138 246 \$	1 766 778 \$	61 152 203 \$	79 237 964 \$
Total	16 328 219 \$	8 390 793 \$	881 813 \$	2 254 803 \$	61 607 713 \$	89 463 341 \$

Les dépenses d'entretien représentent les dépenses de maintenance régulière du Parc olympique. Pour leur part, les rénovations sont constituées des projets majeurs capitalisables et non capitalisables. Ces montants excluent les rénovations reliées au projet de location des étages de la Tour à Desjardins qui sont autofinancées par la Régie.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 34

Nombre d'interventions des inspecteurs concernant l'hébergement illégal pour l'année 2017-2018 et pour les cinq années précédentes. Description du statut de ces interventions et du suivi effectué.

Nombre de dossiers ouverts par les inspecteurs :

Année	Dépistages	Dénonciations	Total
2017-2018	395	712	1 107

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 35

Crédits affectés à l'accueil touristique au Québec en 2017-2018 et pour les trois années précédentes. Fournir :

- a) le nombre de points de service et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de service, incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) une copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) le nombre de visiteurs accueillis.
-

Le ministère du Tourisme opère cinq centres Infotouriste (CIT) situés à :

- Québec;
- Montréal;
- Dégelis;
- Rivière-Beaudette;
- Rigaud.

Ces centres, où œuvraient 86 personnes en 2017-2018, offrent des services d'accueil, d'information touristique, de distribution de brochures touristiques, de conseils personnalisés soit en personne, par téléphone, clavardage, courriels, ainsi que des services d'animation dans les réseaux sociaux et de vente d'objets promotionnels, de cartes du Québec ou de titres de transport.

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, les CIT ont reçu près de 472 000 visiteurs auxquels s'ajoutent plus de 30 000 personnes qui ont contacté la Direction de l'information touristique (appels, clavardage, courriels et courrier) pour un total de plus de 500 000 personnes qui ont utilisé les services de renseignements touristiques du Ministère.

L'information relative aux fournisseurs se trouve à la question 7 des demandes de renseignements généraux.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 36

Crédits affectés à la signalisation touristique en 2017-2018 et pour les trois années précédentes.

Aucun crédit n'est affecté à la signalisation touristique.

Toutefois, des redevances sont versées au ministère du Tourisme et au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports par le concessionnaire de la mise en œuvre des programmes de signalisation. Ces revenus sont déposés en totalité dans le Portefeuille de signalisation touristique réservé au Fonds de partenariat touristique et doivent être utilisés pour réaliser des projets en lien avec l'accueil et la signalisation touristique.

En 2017-2018, les revenus estimés sont de 513 230 \$ pour chacun des ministères partenaires.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 37

Crédits affectés à la classification de l'hébergement touristique en 2017-2018 et pour les trois années précédentes.

Aucun crédit n'est affecté à la classification de l'hébergement touristique.

La classification des établissements d'hébergement touristique est conçue et gérée par l'industrie touristique. En effet, le ministère du Tourisme a confié ce mandat aux trois organismes suivants, en vertu d'ententes en vigueur de 2016 à 2020 :

- Corporation de l'industrie touristique du Québec;
- Camping Québec;
- Fédération des pourvoiries du Québec.

Pour réaliser leur mandat, les organismes mandataires s'autofinancent à l'aide des frais de classification annuellement chargés aux exploitants.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 43

Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, rencontre bilatérale, etc.) effectuées dans le cadre de la réforme de l'industrie touristique, incluant :

- a) les organismes rencontrés;
 - b) les dates;
 - c) les ordres du jour;
 - d) les procès-verbaux;
 - e) une ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère du Tourisme du Québec.
-

Aucune rencontre ne s'est tenue au cours de l'exercice financier 2017-2018 relativement à la réforme de l'industrie touristique : la révision du modèle d'affaires a pris fin avec la présentation de ce nouveau modèle dans le *Plan d'action 2016-2020 - Appuyer les entreprises, enrichir les régions* rendues publiques lors des Assises du tourisme en octobre 2015.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 44

Dans son rapport de 2013, le Vérificateur général a émis quatre recommandations à Tourisme Québec.

Fournir une copie du plan d'action élaboré à la suite de ces recommandations et le bilan des actions entreprises depuis l'automne 2013.

Le suivi par le Vérificateur général du Québec à l'égard de l'application des recommandations formulées dans son rapport de 2013 a été finalisé en 2017. La conclusion émise au rapport de suivi, en février 2017, évoque que l'ensemble des recommandations ont été appliquées ou ont donné lieu à des progrès satisfaisants.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 45

Le PDIT 2012-2020 contient 36 mesures, fournir un état d'avancement de chacune des mesures incluant un bilan pour celles réalisées et les explications pour celles qui sont en cours de réalisation ou qui ne sont pas réalisées.

En 2012, le Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 (PDIT), issu d'une concertation avec l'industrie touristique québécoise et d'une collaboration avec les ministères du gouvernement du Québec, était dévoilé. Il présentait une vision rassembleuse : « faire du tourisme une industrie performante, innovante et durable qui exerce un effet de levier sur le développement économique du Québec en offrant une destination originale et incontournable aux clientèles internationale, canadienne et québécoise. »

En 2014, des travaux de révision du modèle d'affaires et de gouvernance en tourisme étaient initiés. Dans la foulée des constats alors établis avec l'industrie touristique, le « Plan d'action 2016-2020, Appuyer les entreprises, enrichir les régions » était annoncé en octobre 2015.

Trois priorités, qui se sont concrétisées grâce à six mesures, y figurent :

- La mise en marché de la destination et l'accueil touristique se décline en deux mesures :
 - ✓ déléguer à un organisme associatif externe le mandat de réaliser la promotion et la mise en marché touristique sur les marchés hors Québec;
 - ✓ doter la destination québécoise d'une stratégie d'ensemble en matière d'accueil.
- Le développement de l'offre touristique se décline en trois mesures :
 - ✓ assurer le déploiement de stratégies sectorielles;
 - ✓ poursuivre l'aide financière aux festivals et événements touristiques;
 - ✓ actualiser l'encadrement des établissements d'hébergement touristique.
- Le soutien à la connaissance stratégique se décline en une mesure :
 - ✓ développer et rendre disponible la connaissance stratégique nécessaire à la prise de décision éclairée des entreprises et organisations touristiques québécoises.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 46

Nombre de signalements pour hébergement illégal depuis l’entrée en vigueur de la loi encadrant l’hébergement touristique. Fournir le détail des signalements : lieux, type d’hébergement, etc.

Depuis l’entrée en vigueur des derniers changements à la Loi et au Règlement sur les établissements d’hébergement touristique, le 15 avril 2016, 1 671 dénonciations ont été traitées.

Catégories d’établissement	Nombre de dénonciations traitées
Autres établissements d’hébergement	90
Établissements de camping	12
Gîtes	57
Établissements hôteliers	19
Résidences de tourisme	1491
Centres de vacances	2
Total général	1 671*

* Données au 31 mars 2018. Noter que ce total ne correspond pas à deux années entières, compte tenu que la période ici couverte commence deux semaines après le début de l’année financière, soit le 15 avril 2016.

Région touristique	Nombre de dénonciations traitées
Abitibi-Témiscamingue	17
Baie-James	8
Bas-Saint-Laurent	25
Cantons-de-l’Est	214
Centre-du-Québec	1
Charlevoix	42
Chaudière-Appalaches	37
Duplessis	15
Gaspésie	53
Îles-de-la-Madeleine	142
Lanaudière	58
Laurentides	137
Laval	6
Manicouagan	14
Mauricie	28
Montérégie	89
Montréal	457
Outaouais	38
Québec	216
Saguenay–Lac-Saint-Jean	74
Total général	1 671*

*Données au 31 mars 2018.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 47

Budget consacré aux campagnes d'information concernant la loi et le règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

Aucune campagne d'information concernant la Loi et le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique n'était prévue en 2017-2018.

Tel que le prévoit son Plan stratégique 2017-2020, le ministère du Tourisme s'assure de diffuser les modifications législatives et réglementaires auprès des intervenants de l'industrie à la suite de l'adoption du projet de loi n° 150 actuellement à l'étude à l'Assemblée nationale.

De fait, bien qu'aucun budget supplémentaire n'ait été engagé, voici d'autres actions qui ont été mises de l'avant en 2017-2018 pour sensibiliser la population à la Loi et au Règlement :

- un encart pour publiciser les hébergements classifiés auprès des touristes a été publié, sans frais, dans les guides touristiques des associations touristiques régionales;
- les inspecteurs/classificateurs de la Corporation de l'industrie de Québec ont poursuivi leurs efforts de sensibilisation auprès des exploitants avec la distribution de pamphlets d'information lors de chaque visite;
- le ministère du Tourisme maintient à jour l'information présentée sur son site Web « Tourisme Québec » relativement à la procédure de traitement de l'hébergement touristique en non-conformité.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 48

Nombre d’inspecteurs dédié à l’hébergement illégal au ministère du Tourisme, à la Corporation de l’industrie touristique du Québec, Camping Québec et la Fédération des pourvoiries du Québec.

Le nombre d’inspecteurs total dédié à l’hébergement touristique illégal au sein du ministère du Tourisme (MTO) et de ses trois mandataires est de 27 en date du 31 mars 2018.

	Nombre d’inspecteurs
Ministère du Tourisme	3
Corporation de l’industrie touristique du Québec	17
Camping Québec	4
Fédération des pourvoiries du Québec	3
TOTAL	27

Par ailleurs, une préposée aux renseignements s’ajoute aux trois inspecteurs du MTO, ce qui totalise quatre ressources dédiées à l’hébergement touristique illégal au MTO.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 49

Nombre et montant des amendes délivrées en vertu de l'application de la loi et du règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2017-2018 ainsi que pour les années précédentes.

Le ministère du Tourisme (MTO) n'a pas compétence sur l'émission des constats d'infraction, ni sur le nombre et le montant des amendes encourues, le cas échéant. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) est l'organisme responsable d'effectuer les poursuites pour le MTO.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 50

Nombre total d’unités certifiées comme résidences de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d’hébergement et par région, et prévision pour 2018-2019.

Nombre d’établissements d’hébergement touristique classifiés comme résidence de tourisme par région au 31 mars 2018.

RÉGION TOURISTIQUE	31 mars 2018
Abitibi-Témiscamingue	43
Baie-James	26
Bas-Saint-Laurent	252
Cantons-de-l'Est	656
Centre-du-Québec	58
Charlevoix	547
Chaudière-Appalaches	283
Duplessis	25
Eeyou Istchee	0
Gaspésie	376
Îles-de-la-Madeleine	363
Lanaudière	385
Laurentides	1 350
Laval	5
Manicouagan	52
Mauricie	172
Montréal	226
Montréal	226
Montréal	226
Nunavik	0
Outaouais	161
Québec	601
Saguenay-Lac-Saint-Jean	254

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 51

Nombre total de propriétaires de résidence de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d'hébergement et par région, et prévision pour 2018-2019.

Nombre d'exploitants* d'établissements d'hébergement touristique classifiés comme résidence de tourisme par région au 31 mars 2018 :

RÉGION TOURISTIQUE	2017-2018
Abitibi-Témiscamingue	39
Baie-James	12
Bas-Saint-Laurent	235
Cantons-de-l'Est	605
Centre-du-Québec	53
Charlevoix	516
Chaudière-Appalaches	261
Duplessis	22
Eeyou Istchee	0
Gaspésie	350
Îles-de-la-Madeleine	339
Lanaudière	346
Laurentides	1246
Laval	5
Manicouagan	51
Mauricie	158
Montréal	175
Monterégie	55
Nunavik	0
Outaouais	147
Québec	529
Saguenay-Lac-Saint-Jean	235

* Le nombre total d'exploitants présenté dans les tableaux est plus élevé que le nombre réel d'exploitants. En effet, un même exploitant peut exploiter plus d'un établissement dans des régions touristiques différentes. Ce même exploitant sera donc comptabilisé dans chacune des régions où il exploite un établissement.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 52

Nombre de nouvelles demandes d’attestation de résidences de tourisme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par type d’hébergement et par région, et prévision pour 2018-2019.

Nouvelles demandes d’attestation faites en 2017-2018 pour des établissements d’hébergement touristique de catégorie « Résidences de tourisme », par région touristique.

	2017-2018*
Abitibi-Témiscamingue	16
Baie-James	1
Bas-Saint-Laurent	75
Cantons-de-l’Est	182
Centre-du-Québec	13
Charlevoix	72
Chaudières-Appalaches	60
Duplessis	4
Eeyou Istchee	0
Gaspésie	85
Îles-de-la-Madeleine	64
Lanaudière	124
Laurentides	339
Laval	5
Manicouagan	14
Mauricie	51
Montérégie	26
Montréal	215
Nunavik	0
Outaouais	69
Québec	158
Saguenay–Lac-Saint-Jean	80

* données au 31 mars 2018

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 53

Fournir les amendements survenus au Protocole d'entente relatif à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal en 2017-2018.

Le Protocole d'entente amendé a fait l'objet d'un mémoire présenté au Conseil des ministres. Par conséquent, il ne peut être communiqué en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, chapitre A-2.1.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 56

Copie de l'entente formant la nouvelle Alliance incluant la composition du conseil d'administration.

La composition du conseil d'administration de l'Alliance est disponible sur son site Web, à l'adresse suivante : <https://alliancetouristique.com/conseil-dadministration/>.

Ci-dessous, une copie de l'entente relative aux fonctions déléguées à l'Alliance.

ENTENTE

ENTRE

LA MINISTRE DU TOURISME

ET

L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC

RELATIVE AUX FONCTIONS DÉLÉGUÉES

À L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

ENTENTE

ENTRE : LA MINISTRE DU TOURISME, pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant son siège au 900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 400, Québec (Québec) G1R 2B5, ci-après appelée la « ministre »,

ET : L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38), ayant son siège au 1575, boulevard de l'Avenir, bureau 330, Laval (Québec) H7S 2N5, représentée par monsieur Éric Larouche, président, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration (A06-CA-2016-2017 du 23 juin 2016), dont copie est jointe à la présente, ci-après appelée l'« Alliance ».

ATTENDU QUE la *Loi sur le ministère du Tourisme* (RLRQ, chapitre M-31.2) prévoit que la ministre peut confier à un groupement d'organismes reconnus la promotion du Québec comme destination touristique;

ATTENDU QUE la ministre veut confier à l'Alliance la responsabilité de la mise en marché touristique de la destination sur les marchés hors Québec relativement au tourisme d'agrément;

ATTENDU QUE l'Alliance découle du regroupement d'associations touristiques régionales (ATR) associées du Québec, de l'Association touristique sectorielle (ATS) Québec et de l'Association québécoise de l'industrie touristique et regroupe des organismes reconnus au sens de l'article 6 de la *Loi sur le ministère du Tourisme*;

ATTENDU QUE les affaires de l'Alliance sont administrées par un conseil d'administration (CA) composé de dix-sept (17) administrateurs élus par l'assemblée générale composée de membres associatifs et corporatifs issus de l'ensemble du milieu touristique;

ATTENDU QUE l'Alliance poursuit, entre autres, l'objectif de participer activement à la planification et à la réalisation des activités de mise en marché touristique hors Québec dans le cadre d'une approche cohérente avec l'ensemble des intervenants du secteur touristique concernés en collaborant avec le ministère du Tourisme (MTO) dans l'élaboration des stratégies gouvernementales;

ATTENDU QU'il est opportun de définir les fonctions déléguées, de préciser les obligations et de déterminer les ressources mises à la disposition de l'Alliance pour exercer les fonctions qui lui sont déléguées en vertu de l'article 6.1 de la *Loi sur le ministère du Tourisme*.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. BUT, PORTÉE ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a pour but de déterminer les fonctions qui sont déléguées et les ressources que la ministre met à la disposition de l'Alliance et d'établir les conditions et modalités d'exercice rattachées aux fonctions déléguées en vertu de l'article 6.1 de la *Loi sur le ministère du Tourisme*.

L'entente vise également à définir les obligations auxquelles l'Alliance devra se conformer en termes de fonctions déléguées, de gestion, de gouvernance, d'évaluation, de reddition de comptes et de résultats.

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.

Initiale : 

Initiale : 

2. FONCTIONS DÉLÉGUÉES À L'ALLIANCE

2.1 La ministre confie à l'Alliance la planification et la direction des activités de mise en marché du Québec en tant que destination touristique à l'échelle canadienne et internationale et, à cet effet :

- 2.1.1 De définir, avec la ministre, les orientations stratégiques en terme de mise en marché touristique du Québec comme destination de voyage d'agrément;
- 2.1.2 De faire la mise en marché du Québec en tant que destination touristique en collaboration avec l'industrie touristique québécoise, le gouvernement du Québec et diverses instances gouvernementales;
- 2.1.3 D'entreprendre des initiatives de mise en marché conjointes avec l'industrie touristique québécoise;
- 2.1.4 D'appuyer les efforts de mise en marché déployés par l'industrie touristique québécoise et contribuer à ceux-ci.

Les fonctions déléguées sont détaillées à l'annexe 1 de la présente entente.

3. OBLIGATIONS RELATIVES AUX FONCTIONS DÉLÉGUÉES ET OBLIGATIONS DE GESTION, DE GOUVERNANCE, D'ÉVALUATION, DE REDDITION DE COMPTES ET DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

Dans le cadre de la délégation de fonctions, l'Alliance est assujettie à différentes obligations dont l'acceptation est préalable tant à ladite délégation de fonctions qu'à la signature de la présente entente.

3.1 Obligations relatives aux fonctions déléguées, certaines prescriptions sont indiquées à l'Annexe 1 :

- 3.1.1 Proposer une vision unique, ralliant l'ensemble des intervenants du secteur touristique, de la mise en marché de la destination québécoise sur les marchés hors Québec relative au tourisme d'agrément;
- 3.1.2 Fournir à la ministre, pour son approbation, au plus tard le 31 décembre 2016, l'unique stratégie triennale de marketing relative au tourisme d'agrément, ralliant les intervenants du secteur touristique et tenant compte des orientations et attentes exprimées par la ministre et des orientations du Plan d'action 2016-2020 découlant du Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020;
- 3.1.3 Fournir à la ministre, pour son approbation, un plan d'action annuel respectant les orientations de la stratégie triennale de marketing et comprenant toutes les activités de mise en marché;
- 3.1.4 Prendre en charge les activités de mise en marché de la destination québécoise sur les marchés hors Québec et en mesurer les retombées;
- 3.1.5 Intégrer les campagnes promotionnelles au site Web Québecoriginal.com;
- 3.1.6 Utiliser l'image de marque touristique du Québec dans le respect des prescriptions de la ministre;
- 3.1.7 Obtenir l'approbation de la ministre pour tout changement qu'elle compte apporter au réseau d'entreprises, dont elle retient les services sur les marchés hors Québec, aux fins de l'exercice des fonctions déléguées.

Initiale : 
Initiale : 

3.2 Obligations de gouvernance :

- 3.2.1 Agir pour et au nom de l'ensemble des intervenants du secteur touristique;
- 3.2.2 Compter au sein de son CA une majorité d'entrepreneurs touristiques (propriétaire ou dirigeant d'une entreprise désigné par le propriétaire);
- 3.2.3 Admettre, à titre d'observateur au sein de son CA, deux représentants du gouvernement désignés par la ministre. Ces derniers seront invités à toutes les rencontres du CA, y compris lors des réunions à huis clos et de celles des comités du CA;
- 3.2.4 Se doter minimalement des comités suivants (les fonctions attendues sont précisées à l'annexe 2 de la présente entente) :
 - 3.2.4.1 Éthique et gouvernance;
 - 3.2.4.2 Vérification;
 - 3.2.4.3 Ressources humaines.
- 3.2.5 Ne pas financer les activités de lobbyisme à partir des revenus prévus à l'article 6 de la présente entente;
- 3.2.6 S'engager à respecter la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.001);
- 3.2.7 Transmettre à la ministre le plan stratégique adopté par le CA;
- 3.2.8 Informer la ministre de toute modification effectuée à ses lettres patentes dans les trente (30) jours suivant l'approbation des modifications par les membres de l'Alliance ainsi qu'une copie de la déclaration initiale et des déclarations annuelles produites au Registraire des entreprises en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1) dans les trente (30) jours de leur production.

3.3 Obligations de gestion :

- 3.3.1 Soumettre à la ministre, pour approbation, sa politique d'adjudication de contrats et de soutien et de partenariat d'affaires aux projets de mise en marché de l'industrie touristique :
 - 3.3.1.1 Dans un délai de trente (30) jours suivant sa réception, la ministre donnera son approbation sur la proposition de politique d'adjudication de contrats et de soutien et de partenariat d'affaires aux projets de mise en marché de l'industrie touristique. La finalisation de l'analyse du Ministère étant préalable au dépôt officiel du document à la ministre, l'Alliance devra se rendre disponible pour répondre avec diligence aux demandes de précisions et de compléments d'information des représentants du Ministère, leur permettant ainsi de compléter leur analyse. Dépassé ce délai, elle sera réputée acceptée.
- 3.3.2 Adopter et fournir à la ministre des politiques et des cadres de gestion comparables aux pratiques en vigueur au gouvernement du Québec dans les matières suivantes :
 - 3.3.2.1 Remboursement de frais de fonctions et de représentation;
 - 3.3.2.2 Rémunération et autres avantages;
 - 3.3.2.3 Mécanismes de vérification interne et externe.
- 3.3.3 Fournir à la ministre toute information requise en lien avec la présente entente, étant entendu que la ministre pourra en disposer afin de respecter ses obligations, notamment dans le cadre de l'étude des crédits annuelle et de la production du rapport annuel du MTO;
- 3.3.4 Placer les sommes reçues en vertu de la présente entente suivant une politique de placement établie par le CA;
- 3.3.5 Utiliser un minimum de 90 % des sommes prévues à l'article 6 de la présente entente pour le paiement des dépenses associées aux activités découlant directement des fonctions déléguées;
- 3.3.6 Accorder au président-directeur général un traitement salarial, incluant les autres avantages, n'excédant pas la rémunération globale d'un sous-ministre adjoint au gouvernement du Québec;

Initiale : 
Initiale : 

- 3.3.7 Transmettre à la ministre copie des ententes conclues entre l'Alliance et chacune des ATR à l'égard du financement prévu à l'article 6.2 de la présente entente.

3.4 Autres obligations

- 3.4.1 L'Alliance s'engage à contribuer annuellement à l'identification de projets conjoints Industrie-MTO de développement de connaissances dans le cadre des mécanismes de planification et de concertation mis en place par le MTO et selon les modalités déterminées par ce dernier;
- 3.4.2 L'Alliance s'engage à transmettre à la ministre au plus tard le 30 janvier précédant chaque année couverte par la présente entente ses besoins pour l'année suivante en matière d'intelligence d'affaires et de développement des connaissances comprenant le détail des études, sondages, recherches, veilles ou autres activités. Par la même occasion, l'Alliance soumet pour coordination au MTO la réalisation de ces activités :
- 3.4.2.1 La réalisation ou la coordination de ces activités de développement des connaissances sera sous la responsabilité du MTO;
- 3.4.2.2 Les modalités de diffusion et de confidentialité, une fois ces activités complétées, seront alors convenues entre les parties.
- 3.4.3 L'Alliance s'engage à contribuer à la hauteur de 1 % des sommes versées dans le cadre de la présente entente par le MTO à la réalisation des activités découlant des articles 3.4.1 et 3.4.2 selon les modalités déterminées par ce dernier :
- 3.4.3.1 La contribution financière annuelle de l'Alliance ne peut être substituée par une contribution en matériel, biens, services ou temps-ressource auxquels il est possible d'attribuer une valeur monétaire qui aurait autrement été faite dans le cadre de la présente entente.
- 3.4.4 L'Alliance s'engage à assumer l'entièreté des coûts d'évaluation des campagnes promotionnelles et de mesure du rendement sur le capital investi en marketing;
- 3.4.5 L'Alliance s'engage à mentionner, dans toutes ses actions écrites et visuelles à caractère public, le soutien financier de la ministre selon les modalités prévues;
- 3.4.6 L'Alliance s'engage à obtenir l'autorisation préalable de la ministre avant l'acceptation de mandats ou de responsabilités confiés par un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec.

3.5 Obligation d'évaluation :

- 3.5.1 Fournir à la ministre pour le 31 décembre 2019, un rapport d'évaluation de la performance de l'organisme, pour la période du 1^{er} avril 2017 au 30 septembre 2019, préparé par une firme externe et dont le mandat est convenu par les parties signataires :
- 3.5.1.1 Présenter une information fiable et crédible sur l'efficience et l'efficacité des ressources dans une perspective de gestion axée sur les résultats. L'information fournie vise notamment à rendre compte des résultats obtenus au regard des objectifs prescrits à l'article 3.7 et des cibles de performance de la stratégie marketing de l'Alliance. Des éléments de comparaison avec d'autres pratiques telles que celles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique devront faire partie intégrante du modèle d'évaluation.

3.6 Obligations de reddition de comptes :

- 3.6.1 Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2020, produire et rendre public un rapport annuel de gestion comprenant obligatoirement, et non limitativement, les éléments suivants :
- 3.6.1.1 Le contexte et les principaux enjeux;

Initiale : 
Initiale : 

- 3.6.1.2 Les objectifs et les orientations stratégiques, les résultats obtenus et les indicateurs utilisés (dans la mesure du possible, la comparaison de ces résultats avec ceux d'organismes semblables à l'échelle canadienne);
- 3.6.1.3 Les principales activités réalisées au cours de la période couverte;
- 3.6.1.4 Un bilan de la couverture médiatique obtenue sur les marchés visés dans le plan d'action;
- 3.6.1.5 Les états financiers vérifiés;
- 3.6.1.6 La date de nomination et la date d'échéance du mandat de tous les membres du CA ainsi que des indications concernant leur statut;
- 3.6.1.7 La rémunération et les avantages versés à chacun des membres du CA;
- 3.6.1.8 La rémunération, y compris la rémunération variable et les autres avantages, versée aux cinq principaux gestionnaires de l'Alliance;
- 3.6.1.9 Les honoraires payés au vérificateur externe.
- 3.6.2 Fournir à la ministre, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de clôture de son exercice financier, et ce, pour chacune des années de l'Entente, son rapport annuel de gestion comme prescrit à l'article 3.6.1 de la présente entente;
- 3.6.3 Fournir à la ministre, lors du dépôt du rapport annuel de gestion, une résolution du CA attestant du respect des politiques et cadres de gestion au cours de l'année couverte par cette reddition de comptes;
- 3.6.4 Fournir à la ministre, lors du dépôt du rapport annuel de gestion, le détail des actions et des efforts de l'Alliance pour rejoindre les entreprises touristiques non membres d'une association touristique régionale ou sectorielle;
- 3.6.5 Fournir à la ministre, lors du dépôt du rapport annuel de gestion, un tableau de bord traitant de l'ensemble des activités de promotion hors Québec de la destination effectuées par les intervenants suivants : l'Alliance (seule ou dans le cadre de partenariats d'affaires) et chacune des associations touristiques régionales et sectorielles.

3.7 Objectifs de résultat (année de référence étant 2016) :

- 3.7.1 Accroître les recettes touristiques du Québec en provenance des marchés hors Québec à raison d'une croissance annuelle moyenne de 5 %;
- 3.7.2 Accroître le nombre de nuitées en hébergement commercial en provenance des marchés hors Québec dans les établissements de quatre (4) chambres et plus par une croissance annuelle moyenne de 1 % de l'achalandage;
- 3.7.3 Accroître, sur la durée de l'entente, le retour sur le capital investi des principales actions marketing;
- 3.7.4 Améliorer la pénétration des promotions du Québec sur les marchés prioritaires par un accroissement annuel de la notoriété spontanée.

4. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE

La ministre s'engage à fournir à l'Alliance, sur une base convenue ou sur demande expresse, les services et les ressources énumérés aux annexes 3 et 4 de la présente entente afin de lui permettre de réaliser les fonctions déléguées.

5. ENGAGEMENTS DE L'ALLIANCE

5.1 Dans l'exécution de la présente entente, l'Alliance s'engage à :

- 5.1.1 Exercer les fonctions déléguées visées à l'article 2 de la présente entente;
- 5.1.2 S'acquitter des obligations visées à l'article 3 de la présente entente;
- 5.1.3 Utiliser et à recourir obligatoirement aux ressources et services fournis par la ministre et qui sont prévus aux annexes 3 et 4 de la présente entente.

Initiale : ⁵
Initiale : 

6. FINANCEMENT DE L'ALLIANCE

L'entente de transition entre la ministre et l'Alliance relative aux fonctions déléguées à l'Alliance établit la contribution financière de la ministre au financement des fonctions déléguées et des activités effectuées pour l'année financière 2016-2017.

Pour les années financières 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 :

- 6.1 Sous réserve de l'obtention des autorisations requises en vertu des lois et règlements en vigueur, une somme de 13 M\$ est versée annuellement par la ministre pour l'exercice 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 selon les modalités apparaissant à l'annexe 5, à titre de contribution financière au financement des fonctions déléguées et des activités effectuées;
- 6.2 Une contribution annuelle et minimale de 10 M\$ est versée par les ATR, et ce, à partir de leurs sources de financement accordées par la ministre (taxe sur l'hébergement (TSH) ou Fonds de partenariat touristique – Autres revenus). Ce montant sera ajusté annuellement en fonction de la croissance des revenus issus de la TSH;
- 6.3 Le financement des activités promotionnelles de l'Alliance doit être complété par un minimum annuel de 7 M\$ provenant du milieu et des membres de l'industrie, à l'occasion de promotions conjointes, de projets précis ou d'autres interventions en lien avec l'unique stratégie triennale de marketing et les plans d'action annuels qui en découlent;
- 6.4 Advenant que les sommes versées tant par les ATR que par le milieu et les membres de l'industrie soient moindres que celles spécifiées aux articles 6.2 et 6.3, la ministre se réserve le droit d'ajuster sa contribution, prévue à l'article 6.1, au prorata;
- 6.5 Advenant que la somme versée par la ministre soit moindre que celle spécifiée à l'article 6.1, les contributions attendues des ATR, du milieu et des membres de l'industrie, prévues aux articles 6.2 et 6.3, seront ajustées au prorata;
- 6.6 L'engagement financier de la ministre doit se faire dans le respect du *Règlement sur la promesse et l'octroi de subvention* (chapitre A-6.01, r.6) et n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001);
- 6.7 La ministre se réserve le droit d'exiger en tout temps que l'Alliance lui remette tout montant des versements effectués par le ministère qui n'aurait pas été utilisé par l'Alliance au terme de la présente convention ou qui aurait été utilisé par cette dernière à des fins autres que celles prévues à la présente convention.

7. MODIFICATIONS

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une convention écrite entre les parties. Cette convention ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

8. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de la présente convention peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances, conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, chapitre M-24.01).

Initiale :
Initiale :

6
SH
B

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

L'Alliance devra permettre à tout représentant autorisé par la ministre un accès raisonnable à ses locaux, ses livres et autres documents afin de vérifier l'utilisation de la contribution financière de la ministre, et ce, jusqu'à dix (10) ans après la fin de la présente entente. L'Alliance s'engage à garder ses livres et autres documents durant cette période afin de permettre à la ministre d'effectuer toute vérification en lien avec la contribution financière versée.

9. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés en tout ou en partie sans l'autorisation écrite préalable de la ministre qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

10. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

La ministre, aux fins de l'application de la présente entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne le sous-ministre du Tourisme pour la représenter.

L'Alliance désigne le président-directeur général pour la représenter.

Si le remplacement d'un représentant d'une partie est nécessaire, cette partie en avise l'autre par écrit.

11. COMMUNICATION

Toute instruction, recommandation, tout avis ou document exigé en vertu de la présente convention, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

La ministre

Ministère du Tourisme
900, boul. René-Lévesque Est, bureau 400
Québec (Québec) G1R 2B5

À l'attention du : Sous-ministre

L'Alliance

L'Alliance de l'industrie touristique du Québec
1575, boulevard de l'Avenir, bureau 330
Laval (Québec) H7S 2N5

À l'attention du : Président directeur général

12. RÉSILIATION

12.1 La ministre se réserve le droit de résilier, en tout temps, la présente entente si :

12.1.1 L'Alliance lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

Initiale : 
Initiale : 

- 12.1.2 Elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la présente entente a été conclue;
- 12.1.3 L'Alliance fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, condition et obligation qui lui incombent en vertu de la présente entente;
- 12.1.4 L'Alliance cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens.
- 12.2 La ministre se réserve le droit de résilier la présente entente sans qu'il soit nécessaire de motiver la raison. Le cas échéant, les articles 12,8 et 12.8.1 s'appliquent;
- 12.3 Dans les cas prévus aux paragraphes 12.1.1, 12.1.2 et 12.1.4, la présente entente sera résiliée à compter de la date de réception par l'Alliance d'un avis de la ministre à cet effet;
- 12.4 La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure;
- 12.5 La ministre cessera à cette date tout versement de sa contribution financière, à l'exception, dans les cas prévus au paragraphe 12.1.4, des montants dus pour les dépenses encourues et payées par l'Alliance relativement à des prestations visées par la présente entente;
- 12.6 Dans les cas prévus au paragraphe 12.1.3, la ministre doit donner un avis écrit de résiliation à l'Alliance et celle-ci aura trente (30) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en informer la ministre ou soumettre une justification, à défaut de quoi la présente entente sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit;
- 12.7 Dans les cas prévus aux paragraphes 12.1.1 et 12.1.3, la ministre se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de sa contribution financière qui aura été versé à la date de la résiliation;
- 12.8 Dans le cas prévu à l'article 12.2, la ministre devra donner à l'Alliance un avis écrit de résiliation six (6) mois avant que la présente entente soit résiliée;
- 12.8.1 La ministre s'engage à respecter les engagements pris par l'Alliance, avant la date de réception de l'avis de résiliation.
- 12.9 Le fait que la ministre n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice;
- 12.10 En cas de résiliation par l'Alliance ou en cas d'absence de volonté de sa part de renouveler la présente entente, un avis doit être transmis à la ministre au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date prévue de la fin de l'entente;
- 12.11 Tous les documents et dossiers que la ministre transfère à l'Alliance demeurent sa propriété et devront, en cas de résiliation, lui être rendus, enrichis de nouveaux dossiers, contrats et ententes contractés en cours de mandat.

13. RESPONSABILITÉ

L'Alliance s'engage, d'une part, à assumer seule toute responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemne et prendre fait et cause pour la ministre, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il

Initiale :
Initiale :

8
38

en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation de l'objet de la présente entente.

14. DURÉE ET RENOUELEMENT

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les deux parties et se terminera le 31 mars 2020.

Demeure en vigueur malgré la fin de la présente entente, quelle qu'en soit la cause, toute clause qui de par sa nature devrait continuer de s'appliquer.

Dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt à la ministre du rapport d'évaluation de la performance de l'Alliance prévu à l'article 3.5 de la présente entente et au moins trois (3) mois avant la fin de cette dernière, les parties pourront se signifier leur intention ou pas de renouveler l'entente relative aux fonctions déléguées à l'Alliance.

Advenant que les parties soient d'accord pour un renouvellement de l'entente, les démarches relatives à ce renouvellement seront mises en branle dès confirmation des intentions des parties.

15. SUIVI DE L'ENTENTE

La ministre et l'Alliance conviennent que les représentants identifiés à l'article 10 de la présente entente, ou leurs délégataires, se rencontreront au moins une fois l'an pour assurer le suivi de la présente entente et reconsidérer, le cas échéant, certaines de ses dispositions.

Le comité de suivi pourra mettre en place les mécanismes et groupes de travail qu'il jugera à propos pour assurer le suivi de la présente entente.

Initiale : 
Initiale : 

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 60

Revenus supplémentaires générés par l’uniformisation de la taxe d’hébergement en 2017-2018.

La taxe sur l’hébergement (TSH) est une taxe à participation volontaire et offerte à toutes les régions touristiques. Lorsqu’elle est appliquée dans une région touristique, elle devient obligatoire à un taux unique sur l’ensemble du territoire régional.

La TSH est appliquée dans 21 des 22 régions touristiques (la région du Nunavik ne dispose pas encore de la TSH) à un taux unique de 3,5 % du prix de location pour les catégories d’hébergement suivantes : les établissements hôteliers, les gîtes, les résidences de tourisme, les autres établissements, les pourvoiries, les établissements d’enseignement et les prêts à camper.

Les revenus estimés de la TSH pour 2017-2018 sont de 83,962 millions de dollars. Les données finales pour l’année 2017-2018 seront présentées dans le Rapport annuel de gestion 2017-2018 du ministère du Tourisme.

Régions touristiques	2017-2018* (estimations)
Îles de la Madeleine	225 170 \$
Duplessis	578 223 \$
Baie-James	296 303 \$
Manicouagan	843 322 \$
Laurentides	6 520 102 \$
Montréal	3 341 214 \$
Abitibi-Témiscamingue	1 403 594 \$
Lanaudière	1 305 951 \$
Bas-Saint-Laurent	1 711 329 \$
Mauricie	1 861 842 \$
Centre-du-Québec	1 043 338 \$
Gaspésie	1 761 226 \$
Chaudière-Appalaches	1 660 896 \$
Cantons-de-l'Est	3 006 045 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 763 366 \$
Charlevoix	2 359 537 \$
Outaouais	3 247 884 \$
Québec	15 357 426 \$
Laval	1 994 761 \$
Montréal	33 641 168 \$
Eeyou Istchee	39 274 \$
TOTAL 2017-2018	83 961 971 \$
TOTAL 2016-2017	64 230 630 \$

*Basé sur trois trimestres réels et un trimestre estimé.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 64

Les résultats de la première compilation des données du sondage mené en continu sur la satisfaction de la clientèle dont il a été question lors de l’audition du ministère du Tourisme sur sa gestion administrative et ses engagements financiers lors de la Commission des affaires publiques

Un sondage informatisé sur la qualité des services de renseignements touristiques offerts par le ministère du Tourisme (MTO) a été administré à tous les visiteurs ayant utilisé nos services entre le 1^{er} août 2017 et le 31 mars 2018 et ayant accepté de laisser leur courriel dans le but de répondre à des sondages.

Dans le cadre de votre visite au Centre Infotouriste, quel était votre niveau de satisfaction concernant :	Satisfait – très satisfait
Temps d'attente pour parler à un conseiller en séjour	84 %
Rapidité avec laquelle on a répondu à votre demande	85 %
La courtoisie du conseiller en séjour	84 %
Pertinence de l'information reçue	85 %
Qualité globale du service que vous avez reçue	84 %
L'accueil que vous avez reçu à votre arrivée	88 %

Pour votre visite au Québec :	Oui %
Avez-vous obtenu tous les renseignements dont vous aviez besoin ?	96 %

Enfin, 94 % des répondants recommanderaient les services de renseignements touristiques offerts par le MTO.

Cette information sera également présentée dans le Rapport annuel de gestion 2017-2018 du Ministère.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{re} OPPOSITION

QUESTION 65

L'information recueillie par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec en matière de plaintes sur les activités de l'industrie touristique, incluant une ventilation de ces plaintes par catégorie pour l'année 2017-2018 et pour les années précédentes.

Plaintes relatives aux activités de l'industrie touristique traitées par l'Alliance de l'industrie touristique

Catégories	2017-2018
Classification/désuétude des lieux - équipements	11
Classification/établissement jugé surclassé	9
Classification/infestation autres	1
Classification/infestation punaise de lits	5
Classification/propreté/hygiène	26
Classification/sécurité	6
Politique de réservations	8
Politique tarifaire	14
Publicité trompeuse	4
Remboursement	13
Service à la clientèle	28
Insalubrité	0
Hébergement illégal	8
Autres	44

Cette information sera également présentée dans le Rapport annuel de gestion 2017-2018 du Ministère.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

TABLE DES MATIÈRES – DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
1- Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	75	Présentation de l'information.
2- Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	-	Renseignement diffusé trimestriellement sur le site Web ministériel en vertu du <i>Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4, paragraphes 22 et 23) : <ul style="list-style-type: none"> • http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/categorie/divulgation-depenses-164.html • http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/ • https://www.convention.qc.ca/a-propos/#tab-acces-a-linformation-8 • https://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/acces-a-linformation/
3- Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le Ministère et chacun de ces organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	-	Veuillez référer à la question 59 des renseignements généraux.
4- Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018.	77	Présentation de l'information.
5- Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	-	Information transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
6- Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève	-	Information transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.		
7- Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
8- Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.	89	Présentation de l'information.
9- Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts	90	Présentation de l'information.
10- Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.	92	Présentation de l'information.
11- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018: a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	93	Présentation de l'information.
12- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018: a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne; e) es objectifs visés par chaque campagne;	-	Renseignement diffusé trimestriellement sur le site Web ministériel en vertu du <i>Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4, paragraphe 24) : <ul style="list-style-type: none"> • http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/categorie/divulgarion-depenses-164.html • http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/ • https://www.convention.qc.ca/a-propos/#tab-acces-a-linformation-8 • https://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/acces-a-linformation/

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
13- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018: a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé; Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme	18 25 28	Veillez référer aux questions 13, 16 et 19 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
14- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 de l'information sur les communications/affaires publiques.	94	Présentation de l'information.
15- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).	96	Présentation de l'information.
16- Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer par chacune des années 2010-2011 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.	97	Présentation de l'information.
17- Sommes versées par le ministère du Conseil exécutif dans le Fonds de partenariat touristique pour 2017-2018. Indiquer l'utilisation faite de ces sommes. Ventiler par dépenses.	-	Information transmise par le ministère du Conseil exécutif.
18- Nombre de visiteurs enregistrés au Québec pour chaque année financière depuis 2007. Ventilation selon la provenance des visiteurs (Québec, Hors-Québec).	99	Présentation de l'information.
19- Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2017-2018 et ventilation par région.	13	Veillez référer à la question 3 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
20- Dépenses ventilées de promotion touristique en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Préciser pour chaque région : a) au Québec; b) au Canada; c) aux États-Unis; d) marchés outre-mer; e) méthodes utilisées pour chacune de ces régions (TV, radio, journaux, etc.).	-	La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) pour les années 2017-2020. L'Alliance présentera ses réalisations à cet égard dans son rapport annuel de gestion 2017.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
21- Crédits affectés et ventilés à la représentation touristique du Québec à l'étranger par pays en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Préciser : a) le nombre de points de service au Québec; b) le nombre de personne y oeuvrant; c) les services offerts; d) les résultats escomptés.	-	La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) pour les années 2017-2020. L'Alliance présentera ses réalisations à cet égard dans son rapport annuel de gestion 2017.
22- Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 2017-2018 et inclure le dernier état financier disponible du Fonds	102	Présentation de l'information.
23- Liste des montants versés aux associations touristiques régionales en 2017-2018 et pour chacune des trois années précédentes.	33	Veuillez référer à la question 25 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
24- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	18	Veuillez référer à la question 13 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
25- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme d'aide financière aux associations touristiques sectorielles. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	16	Veuillez référer à la question 9 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
26- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme d'aide financière aux congrès. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Aucune. Ce programme n'existe plus.
27- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme de partenariats promotionnels sur les marchés hors-Québec. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.		La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec pour les années 2017-2020. Les demandes de partenariat promotionnel sur les marchés hors Québec sont donc soumises à leur analyse.
28- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme d'aide au développement touristique au nord du 49 ^e parallèle. Fournir la liste des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	Information transmise par la Société du Plan Nord.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
29- Sommes allouées en 2017-2018 dans le cadre du programme d'aide stratégique aux projets touristiques. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.	-	L'organisme Mosaïcultures internationales de Montréal a été soutenu dans le cadre de ce programme pour un montant de 1 000 000 \$.
30- Subventions accordées en 2017-2018 en vertu du programme d'aide stratégique aux projets touristiques. Préciser par région : a) liste des bénéficiaires; b) brève description des projets; c) aide accordée.	-	L'organisme Mosaïcultures internationales de Montréal a été soutenu dans le cadre de ce programme pour un montant de 1 000 000 \$.
31- Liste des actions entreprises par le ministère du Tourisme du Québec dans le cadre du Plan Nord. Ventiler par dépenses et par projets.	-	Information transmise par la Société du Plan Nord.
32- Liste et détail de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Société du Palais des congrès de Montréal, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
33- Liste et détail de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Société du Centre des congrès de Québec, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux.
34- Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2017-2018 par la Régie des installations olympiques, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	-	Veuillez référer à la question 7 des renseignements généraux..
35- Investissements depuis 2004-2005 pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc Olympique de Montréal. Prévisions pour 2018-2019.	35	Veuillez référer à la question 31 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
36- Liste des manifestations touristiques, autres que les festivals et les événements, qui ont reçu une aide financière du ministère en 2017-2018. Indiquer le montant de la subvention et le programme.	-	Aucun.
37- Sommes engagées et ventilées en 2017-2018 pour le site BonjourQuébec.com et prévisions pour 2018-2019. Fournir le détail des visites hebdomadaires ou mensuelles sur le site (nombre de clics) et comparer avec les 3 années précédentes.	29	Veuillez référer à la question 22 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.
38- Sommes engagées en 2017-2018 dans le processus d'entretien du stade olympique, en incluant le toit. Ventiler les montants. Prévisions pour 2018-2019.	35	Veuillez référer à la question 31 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
39- Ventilation de l'ensemble des montants consacrés à des études, analyses, rapports ou autres concernant le remplacement du toit du stade pour chaque année financière depuis 2010-2011, en fournissant la liste des documents commandés ou produits par le ministère à ce sujet	103	Présentation de l'information.
40- Fournir les derniers états financiers disponibles de la RIO.	-	La RIO publie ses états financiers dans son rapport annuel de gestion. Les rapports annuels peuvent être consultés à l'adresse http://parcolympique.qc.ca/a-propos/medias/rapports-annuels/ .
41- Copie des appels d'offres, appels de candidatures faites par la RIO en 2017-2018.	-	Veuillez référer à la question 9 des renseignements généraux.
42- Copie de la correspondance échangée entre Tourisme Québec et la RIO concernant l'avenir du Stade olympique.	104	Présentation de l'information.
43- Liste des publicités faites à l'étranger pour 2017-2018, coûts engendrés et résultats obtenus. Prévisions pour 2018-2019.	-	Les dépenses probables sont de 25,1 M\$ en 2017-2018. La liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité sera publiée dans le Rapport annuel 2017-2018 de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec.
44- Concernant les lieux d'hébergement illégal depuis 2009-2010 à aujourd'hui (ventilation par année) : a) actions prises par le ministère afin d'enrayer les lieux d'hébergement illégal; b) nombre de ressources dédié au dépistage d'établissements illégaux; c) liste des établissements illégaux par région; d) nombre de constats d'infractions émis par le ministère et montant des constats d'infractions.	105	Présentation de l'information.
45- Actions entreprises par le ministère pour mesurer la crédibilité des études d'impact économique produites depuis des années dans l'industrie touristique du Québec. Copie des analyses produites par le ministère. Travaux du comité responsable des questions méthodologiques au ministère du Tourisme.	106	Présentation de l'information.
46- Bilan des travaux du comité de l'Office du Tourisme de Québec sur la navette entre l'aéroport de Québec et le centre-ville. a) la liste de toutes les options envisagées pour le service de navette; b) les rapports d'études préliminaires pour chacune des options jusqu'à ce jour; c) les rapports finaux des options étudiées jusqu'à ce jour; d) l'estimation des coûts pour chacune des options.	-	Le ministère du Tourisme n'a pas participé au comité de l'Office du tourisme de Québec sur la navette entre l'aéroport de Québec et le centre-ville au cours de cette période.
47- Montants remis au Festival d'été de Québec lors des 5 dernières années.	107	Présentation de l'information.
48- Montants remis au Grand Prix de Montréal lors des 5 dernières années.	108	Présentation de l'information.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
49- Impact touristique et financier des nouveaux modules de facturation sur l'industrie de la restauration au Québec au cours de 2017-2018.	-	Cette question n'est pas du ressort du Ministère.
50- État de situation de la restauration au Québec (fermetures, ouvertures, nombre de terrasses et nombre de clients en 2017-2018).Ventilation par région.	-	Cette question n'est pas du ressort du Ministère.
51- Sommes investies pour le processus d'accréditation et de cotation (étoiles) pour les différents lieux d'hébergements au Québec.	-	Aucun crédit n'est affecté à la classification de l'hébergement touristique.
52- État de la situation et achalandage dans le milieu touristique québécois au cours de 2016-2017. Ventilation pour région.	109	Présentation de l'information.
53- La proportion du budget total du ministère du tourisme assigné à la mise en place et la gestion de la stratégie maritime, volet tourisme.	-	Information transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.
54- L'ensemble et les détails des coûts directs et indirects reliés à la mise en place et à la gestion et le nombre d'ETC qui y sont ou y seront consacrés pour les programmes suivants : a) Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 (PDIT); b) Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020; c) Plan d'action 2014-2017, Le Saint-Laurent : du fleuve à la mer, 4000 kilomètres de découvertes; d) Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal 2014-2020; e) Plan d'action 2014-2017 – L'hiver au Québec : une expérience variée, un plaisir unique; f) Stratégie de marketing de Tourisme Québec 2014-2017; g) Stratégie de mise en valeur du tourisme culturel; h) Stratégie de mise en valeur du tourisme de nature et d'aventure; i) Table de concertation sur le tourisme autochtone; j) Réseau de connaissances stratégiques en tourisme (RCST); k) Ententes de partenariat régional en tourisme; l) Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent; m) Stratégie touristique de développement nordique 2011-2021.	111	Présentation de l'information.
55- L'ensemble des retombées économiques calculées et prévues pour tous les programmes suivants : a) Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 (PDIT); b) Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020; c) Plan d'action 2014-2017, Le Saint-Laurent : du fleuve à la mer, 4000 kilomètres de	13 14	Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information. Toutefois, les recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2017-2018 sont disponibles aux questions 3 et 4 des

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
découvertes; d) Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal 2014-2020; e) Plan d'action 2014-2017 – L'hiver au Québec : une expérience variée, un plaisir unique; f) Stratégie de marketing de Tourisme Québec 2014-2017; g) Stratégie de mise en valeur du tourisme culturel; h) Stratégie de mise en valeur du tourisme de nature et d'aventure; i) Table de concertation sur le tourisme autochtone; j) Réseau de connaissances stratégiques en tourisme (RCST); k) Ententes de partenariat régional en tourisme; l) Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent; m) Stratégie touristique de développement nordique 2011-2021; n) Programme d'aide au développement touristique au nord du 49 ^e parallèle.		renseignements particuliers de l'opposition officielle
56- Le plan d'action sur la mise en oeuvre des recommandations du Vérificateur général du Québec et des recommandations de la Commission de l'économie et du travail. L'échéancier d'application de ce plan d'action et les économies estimées avec la mise en place des recommandations.	-	Le suivi par le Vérificateur général du Québec à l'égard de l'application des recommandations formulées dans son rapport de 2013 a été finalisé en 2017. La conclusion émise au rapport de suivi, en février 2017, évoque que l'ensemble des recommandations ont été appliquées ou ont donné lieu à des progrès satisfaisants.
57- Concernant l'Alliance de l'industrie touristique du Québec : a) les divers coûts reliés à sa mise en oeuvre pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; b) le nombre d'emplois créés, ventilés par catégorie pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; c) les sommes transférées du ministère vers l'AITQ; d) les membres du Conseil d'administration; e) la liste des moyens mis en place et leur pour assurer une reddition de compte de cet organisme ainsi que les coûts qui y sont associés pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; f) liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité pour l'année 2017-2018.	113	Présentation de l'information.
58- Dans le cadre de la réforme du modèle d'affaires et de gouvernance du milieu touristique, fournir les informations suivantes :	-	La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Sujet de la demande	Page	Traitement par le ministère du Tourisme
a) la liste de tous les bureaux du marketing et des relations de presse du ministère du Tourisme pour l'année 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; b) la liste de tous les bureaux du marketing et des relations de presse du ministère du Tourisme qui ont été fermés pour l'année 2017-2018; c) les prévisions pour l'année 2017-2018 quant à la fermeture éventuelle de ces bureaux.		touristique du Québec (Alliance) pour les années 2017-2020. L'Alliance présentera ses réalisations à cet égard dans son rapport annuel de gestion 2017.
59- L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 : 1) Soutenir la mise en oeuvre de la Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020 et son plan d'action 2014-2017. 2) Investir 30 millions de dollars sur trois ans, pour des projets touristiques qui seront aménagés le long des rives du Saint-Laurent. 3) Offrir un soutien financier de 86 millions de dollars pour favoriser l'essor du tourisme maritime en appuyant le tourisme de croisière à Montréal et à Québec, incluant 20 millions de dollars pour la réhabilitation, à des fins touristiques, de la gare maritime et de la jetée Alexandra, à Montréal, 35 millions de dollars pour le projet de reconfiguration et d'agrandissement du terminal de croisières Ross Gaudreault, à Québec; 31 millions de dollars pour le réaménagement du site Dalhousie, à Québec. 4) Consacrer une enveloppe de 21,6 millions de dollars pour la mise en valeur de certains attraits naturels du Saint-Laurent. 5) Mettre sur pied un Bureau de l'offre touristique maritime à même les ressources actuelles du ministère du Tourisme, dont l'expertise sera mise à profit pour assurer la mise en oeuvre du volet touristique de la Stratégie maritime. 6) Développer le potentiel du tourisme maritime, dont les escales de croisières reconnues de part et d'autre du 49e parallèle, en soutenant des projets de développement d'entreprises et d'accueil touristique. 7) Soutenir la mise en oeuvre du Plan d'action 2013-2018 : Développer notre industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales. 8) Favoriser le tourisme à bord des bateaux de pêche.	-	Information transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 01

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières pour 2017-2018, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
-

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

a) Liste des membres du Conseil d'administration :

Veillez référer au site Internet :

<http://parcolympique.qc.ca/le-parc-olympique/notre-organisme/structure-administrative/>

Rémunération des membres du Conseil d'administration :

La Régie des installations olympiques ne verse aucun salaire aux membres de son Conseil d'administration.

b) Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé :

Nomination :

Nom : Julie Favreau-Lavoie

Poste occupé : membre

Durée du mandat : 9 novembre 2016 au 8 novembre 2020 (4 ans)

Rémunération : Aucune

Renouvellement de mandat :

Nom : Gaëtan Laflamme

Poste occupé : Vice-président

Durée du mandat : 28 juin 2017 au 27 juin 2021 (4 ans)

Rémunération : Aucune

Nom : Paul Arseneault

Poste occupé : membre

Durée du mandat : 28 juin 2017 au 27 juin 2021 (4 ans)

Rémunération : Aucune

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation : 535 \$

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

a) Liste des membres du Conseil d'administration :

Veillez référer au site Internet :

<https://www.convention.qc.ca/a-propos/>

Rémunération des membres du Conseil d'administration :

La Société du Centre des congrès de Québec ne verse aucun salaire aux membres de son Conseil d'administration.

b) Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé :

Aucun

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation : 0 \$

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

a) Liste des membres du Conseil d'administration :

Veillez référer au site Internet :

<http://congresmtl.com/centre-de-congres/la-societe/organigramme/>

Rémunération des membres du Conseil d'administration :

La Société du Palais des congrès de Montréal ne verse aucun salaire aux membres de son Conseil d'administration.

b) Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé :

Nomination :

Nom : Lucie Rémillard

Poste occupé : membre

Durée du mandat : 28 juin 2017 au 28 juin 2021 (4 ans)

Rémunération : Aucune

Renouvellement de mandat : Aucun

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation : 672 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 04

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
-

Liste des acronymes :

AITQ	Alliance de l'industrie touristique du Québec
BANQ	Bibliothèque et archives nationales du Québec
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
BC	Bureau du coroner
BRPP	Bureau de révision permanente des programmes
CCQ	Commission de la construction du Québec,
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CDPQ	Caisse de dépôt et placement du Québec
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
CPTAQ	Commissaire à la santé et au bien-être, Commission de protection du territoire agricole du Québec
CRIQ	Centre de recherche industrielle du Québec
CSPQ	Centre de services partagés du Québec
FQM	Fédération québécoise des municipalités
HQ	Hydro-Québec
INESSS	Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
IQ	Investissement Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MDDELCC	Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques
MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MESI	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
MFA	Ministère de la Famille
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MFQ	Ministère des Finances
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
MJQ	Ministère de la Justice
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTMDT	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
MTO	Ministère du Tourisme
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OPC	Office de la protection du consommateur
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
RBQ	Régie du Bâtiment du Québec
RIO	Régie des installations olympiques
RQ	Revenu Québec
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAM	Secrétariat aux affaires maritimes
SCF	Secrétariat à la condition féminine
SCN	Secrétariat à la Capitale-Nationale

SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SÉPAQ	Société des établissements de plein air du Québec
SHQ	Société d'habitation du Québec
SPCM	Société du Palais des congrès de Montréal
SPN	Société du Plan Nord
SQI	Société québécoise des infrastructures
UMQ	Union des municipalités du Québec
UPA	Union des producteurs agricoles du Québec

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Comité interministériel sur les projets d'investissements de la Société du Palais des congrès de Montréal et de la Régie des installations olympiques	Tel que le prévoit la <i>Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique</i> , le Comité, coordonné par le MTO, a pour mandat de superviser la progression de l'ensemble des travaux visant à finaliser chacun des Dossiers d'opportunité (DO) de ces projets : <ul style="list-style-type: none"> projet d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal projet de remplacement de la toiture du Stade olympique 	MAMOT, MESI, MFQ, MTMDET, MTO , SCT, SQI, SPCM, RIO	4 rencontres tenues : <ul style="list-style-type: none"> 3 mai 2017- Frais de réception et d'accueil (11 personnes) : 272,55 \$ Déplacement : 417,11 \$ Hébergement : 484,31 \$ Repas : 113,30 \$ Autres : 11,70 \$ 5 juin 2017 - Frais de réception et d'accueil (15 personnes) : 295,35 \$ Déplacement : 87,30 \$ Hébergement : 196,22 \$ Repas : 53,50 \$ Autres : 5,85 \$ 4 juillet 2017 - Frais de réception et d'accueil (18 personnes) : 382,12 \$ 30 novembre 2017 - Appel conférence, 0\$ Échanges sur le contenu des DO et sur la progression des travaux
Comité interministériel de suivi sur les études de la <i>Commission mixte internationale</i> (CMI) du Lac Champlain et de la rivière Richelieu - <i>Groupe consultatif public</i>	Sous la coordination du MDDELCC, ce comité servira principalement à conseiller le Groupe d'étude international sur le lac Champlain et la rivière Richelieu (GEILCRR) sur les activités de participation du public et de sensibilisation indiquées dans les lignes directrices du GEILCRR.	MDDELCC , MERN, MAPAQ, MSP, MSSS, MFFP, MESI, MAMOT, MTMDET, MTO	1 rencontre : <ul style="list-style-type: none"> 20 novembre 2017 Budget : 0 \$ Discussions sur la mise en œuvre du Plan d'action de la CMI
Comité de suivi de l'étude de retombées économiques des festivités du 375e anniversaire de Montréal	Le comité veille au suivi et à la bonne réalisation de l'étude des retombées économiques des festivités du 375 ^e , en respect des exigences du Guide méthodologique pour la réalisation des études sur l'impact économique des grands festivals & événements.	MTO, MAMOT, Tourisme Montréal, Société du 375 ^e de Montréal, Ville de Montréal , KPMG CROP	3 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 27 février 2018 : 442\$ 24 octobre 2017 : 0\$ 12 juin 2017 : 493\$

*Le ministère ou l'organisme responsable de la coordination du comité est identifié en caractère **gras**.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT) - Table des directeurs	<p>La Table des directeurs a pour mandat d'opérationnaliser les décisions de la Table des sous-ministres adjoints qui regroupe l'ensemble des ministères impliqués dans le renouvellement des OGAT</p> <p>Le ministère du Tourisme a un statut de ministère collaborateur</p>	MAMOT , MAPAQ, MCC, MERN, MDDELCC, MESI, MEES, MFA, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTMDDET, HQ, SHQ	<p>6 rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 avril 2017 • 4 mai 2017 • 18 mai 2017 • 28 septembre 2017 • 8 décembre 2017 • 18 février 2018 <p>Budget : 0 \$</p> <p>Il est souhaité par le MAMOT, qui coordonne le renouvellement des OGAT, que l'ensemble des documents d'orientation soit adopté par le Conseil des ministres au printemps 2018</p>
Comité des sous-ministres sur l'action internationale du gouvernement du Québec	<p>Assurer la cohérence dans la définition des orientations et des priorités de l'action internationale du gouvernement et entre ces dernières et les autres priorités et politiques gouvernementales;</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller à une allocation optimale des ressources et au partage de l'information et des outils de travail entre les acteurs gouvernementaux impliqués dans la défense et la promotion des intérêts québécois sur la scène internationale • favoriser une meilleure synergie dans la conduite des opérations sur la scène internationale afin d'éviter les doublages et les chevauchements interministériels. 	MRIF , MESI, MCC, MIDI, MEES, MTO, MDDELCC, MAPAQ, MTMDDET, SCT (Bureau de la révision permanente des programmes), MCE (Secrétariat à la communication gouvernementale et Secrétariat aux affaires maritimes), SPN	<p>1 rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 février 2018 <p>Budget : 0 \$</p> <p>Adoption de priorités opérationnelles pour 2017-2018 dans le cadre de gestion stratégique de l'action internationale</p>

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Comité interministériel sur la stratégie numérique du Québec	Élaboration de la stratégie numérique du gouvernement du Québec	MESI , MCC, MCE, MERN, MFQ, MSSS, MTESS, MAMOT, MEES, SCT, MTO	4 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • 24 mai 2017 • 28 juin 2017 • 21 septembre 2017 • 4 décembre 2017 Budget : 0 \$ Les travaux du comité ont mené au lancement de la stratégie numérique gouvernementale par le Premier ministre, monsieur Philippe Couillard et la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, madame Dominique Anglade
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planification en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile lorsqu'une situation le requiert En cas de sinistre, supervision du travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile, information des différents partenaires et coordination de l'intervention gouvernementale Coordination des activités de rétablissement	BC, CSPQ, CNESST, HQ, MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MEES, MERN, MESI, MIDI, MCC, MFA, MFFP, MJQ, MRIF, MSSS, MSP , MTMDET, MTESS (Urgence Québec et Services Québec), RBQ, MFQ, RQ, SAA, SCT, SHQ, STQ, SQ, MTO	3 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • conférences téléphoniques des 19 et 23 mai 2017 pour réagir aux inondations printanières de 2017 • rencontre du 23 novembre 2017 portant notamment sur la mission Services essentiels gouvernementaux Budget : 0 \$
Comité opérationnel des partenaires Entreprises Québec (COP)	Implantation de l'outil de traçabilité des dossiers transférés en 2 ^e ligne et suivi des partenariats développés dans le cadre d'Entreprises Québec	MTESS (Services Québec) , Emploi Québec, MESI, Info entrepreneurs, IQ, CRIQ (Bureau de normalisation du Québec), MIDI, MTO	2 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • 16 janvier 2018 • 15 février 2018 Budget : 0 \$ Rencontres de suivi des résultats.
Comité des dirigeants gouvernementaux de Services Québec	s'assurer du respect des orientations stratégiques pour favoriser le déploiement de Services Québec.	MTESS (Services Québec), MAMOT, MAPAQ, MCC, MEES, MERN, MFA, MIDI, MJQ, MTO, MTMDET, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, RAMQ	1 rencontre : <ul style="list-style-type: none"> • 15 novembre 2017 Budget : 0 \$

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	Le CIDD est un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient, accompagne le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise	MAMOT, MAPAQ, MCE, MCC, MESI, MEES, MFA, MFQ, MFFP, MIDI, MJQ, MRIF, MSSS, SCT, MSP, MTMDET, MTO, MTESS, MDDELCC , RQ, BANQ, BAPE, CRIQ, CSPQ, Commissaire à la santé et au bien-être, CPTAQ, CCQ, CDPDJ, CNESST, Conseil Cris-Québec sur la foresterie, Fonds de recherche du Québec, HQ, ISQ, INESSS, IQ, La Financière agricole du Québec, OPC, OPHQ, Recyc-Québec, RAMQ, Régie de l'énergie, RBQ	2 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 12 avril 2017 19 octobre 2017 Budget : 0 \$ Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques, ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable
Comité régional de rétablissement et de prévention Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Protection et la réhabilitation du littoral de Percé	MSP , Ville de Percé, CMQ, MFFP, MDDELCC, SQ, MTMDET, MERN, MPO, DEC, MTO, MCC, MAMOT, TACT – intelligence-conseil	3 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 12 avril 2017 19 juillet 2017 20 septembre 2017 Budget : 0\$
Groupe tactique d'intervention économique (GTIE) de Charlevoix	<p>Orienter l'assistance dont le territoire a besoin pour réaliser les actions permettant de soutenir le développement économique du territoire de Charlevoix.</p> <p>Les ministères et organismes apporteront leur contribution à la démarche selon leur offre de services existante et dans les limites de leurs mandats respectifs.</p>	Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré (et son attachée politique), MESI – Direction régionale Capitale-Nationale, Emploi-Québec, MAMOT, MERN, MFFP, MAPAQ, MTO, MCC, MTMDET, SCN, IQ, MRC de Charlevoix-Est, MRC de Charlevoix, Tourisme Charlevoix, Chambre de commerce de Charlevoix, SADC de Charlevoix, Carrefour Jeunesse-Emploi Charlevoix-Côte-de-Beaupré, UPA de Charlevoix-Ouest, Gens d'affaires (entreprises) : Mont Grand-Fonds, Simard Suspension inc., Solugaz et Microbrasserie de Charlevoix	3 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 29 mai 2017 25 septembre 2017 20 novembre 2017 Transport : 177,18 \$ Repas : 28,60 \$ Présentation et suivi de démarche structurante pour la région, tel que Vise Charlevoix Concertation des intervenants économiques régionaux et gouvernementaux

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Table sur l'aide au développement économique/Équipe projet et comité investissement	Réflexion sur l'organisation et la nature de l'intervention de l'État en matière de développement économique. Le Comité Investissement a pour mandat spécifique de favoriser une meilleure cohérence entre les diverses mesures fiscales des ministères et organismes	MERN, MFFP, MAPAQ, MAMOT, MFQ, MTESS, MTO, MTMDet, MESI , SCT	3 rencontres <ul style="list-style-type: none"> 5 juin 2017 12 octobre 2017 14 novembre 2017 Budget : 0 \$ Travaux en cours
Table sur l'aide au développement économique / Comité Concertation	Réflexion sur l'organisation et la nature de l'intervention de l'État en matière de développement économique. Le Comité Concertation a pour mandat spécifique de réaliser un portrait et d'évaluer la pertinence du soutien accordé aux organismes ainsi que de proposer des scénarios d'optimisation du soutien accordé	BRPP , MAPAQ, MTESS, MTO, MESI	1 rencontre : <ul style="list-style-type: none"> 12 octobre 2017 Budget : 0 \$ Un rapport final a été déposé en janvier 2018 auprès de la TADE. Le comité concertation poursuit ses travaux
Groupe de travail en tourisme issu du Sommet économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rassembler les principaux acteurs touristiques régionaux afin d'agir sur la structuration de l'offre et de la promotion (mise en marché) de la région, notamment par la mise sur pied d'une offre de forfaitisation concertée	Zoo de Saint-Félicien, Musée du Fjord , Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean, Hôtel du Jardin de Saint-Félicien, Délices du Lac-Saint-Jean, Promotion Saguenay, Musée amérindien de Mashteuiatsh, Parcs nationaux des Monts-Valin et de la Pointe-Taillon SÉPAQ, Véloroute des bleuets, Fjord en kayak , Regard sur le court métrage de Saguenay, Village vacances de Petit-Saguenay, MTO, MAMOT	1 rencontre <ul style="list-style-type: none"> 22 novembre 2017 Budget : 119 \$ Travaux en cours.
Groupe tactique d'intervention de la MRC Maria-Chapdelaine	Soutenir le développement économique du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine Les ministères et organismes apporteront leur contribution à la démarche selon leur offre de services existante et dans les limites de leurs mandats respectifs	Attachée politique du député de Roberval (premier ministre), MESI , MAMOT, MTO, IQ, MRC Maria Chapdeleine, Ville de Dolbeau-Mistassini, MTESS, Gens d'affaires (entreprises) : Ferme du ruisseau Clair, Mallette	3 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 5 juillet 2017 7 novembre 2017 20 novembre 2017 Budget : 0 \$ Présentation et suivi de projets structurants pour la région Concertation des intervenants économiques régionaux et gouvernementaux

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Comité de travail interministériel sur la carte d'accompagnement destinée aux personnes handicapées	Le comité a pour mandat général de travailler à l'identification de solutions consensuelles pour l'émission, la consolidation et la pérennisation d'un titre d'accompagnement qui permet la gratuité d'entrée à l'accompagnateur d'une personne handicapée ayant besoin d'assistance ou de suppléance lorsqu'elle réalise une activité de loisir, culturelle et touristique.	MCC, MEES, MSSS, MTO, OPHQ	2 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 5 mai 2017 26 février 2018 Budget : 0 \$ Présentation du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023
Comité interministériel des répondants en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Suivi des actions associées au Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).	MSSS, MEES, MAMOT, MIDI, MFA, MFQ, MESI, MJQ, MERN, SHQ, MCE, OPHQ, SCF, MTESS , MTO	1 rencontre : <ul style="list-style-type: none"> 14 février 2018 Budget : 0 \$ Une première rencontre s'est tenue aux fins du suivi de la période de démarrage des mesures et actions associées au Plan
8 ^e Réunion interministérielle \ Tourisme et culture accessibles	Les réunions interministérielles biennales de concertation, organisées par le gouvernement et dont Kéroul est l'invité privilégié, sont l'occasion pour Kéroul de présenter ses projets et attentes envers les ministères et organismes (MO). Ces rencontres démontrent les intentions favorables du gouvernement afin d'accroître la participation sociale des personnes handicapées.	MCE, MAPAQ, MCC, MSSS, MEES, MAMOT, SÉPAQ, MTMDDET, MTO, MTESS, OPHQ , RBQ, SCT, SHQ, AITQ, Kéroul	1 rencontre <ul style="list-style-type: none"> 18 octobre 2017 Budget : 0 \$ Les 17 attentes soumises par Kéroul constitueront autant d'avancées significatives dans la réalisation d'un Québec inclusif

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Groupe de travail sur l'accessibilité des commerces aux personnes handicapées	Collaborer à la production, d'ici 2019, d'une étude sur l'accessibilité des bâtiments existants où sont offerts des biens et des services à la population au Québec, dont les commerces de proximité. Le groupe de travail réunit à cet effet l'ensemble des intervenants concernés par cette question afin de bien documenter les enjeux actuels en cette matière et identifier des pistes de solutions.	OPHQ , Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées, CDPDJ, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, Conseil québécois du commerce de détail, FQM, Kéroul, MAMOT, MCC, MESI, MFA (Secrétariat aux Aînés), MTO, Ordre des architectes du Québec, RBQ, Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec, Regroupement des organismes de personnes handicapées de la Capitale nationale, Société de développement de l'Avenue du Mont-Royal, SHQ, Société Logique, UMQ	1 rencontre : <ul style="list-style-type: none"> 11 décembre 2017 Budget : 0 \$ Les échanges ont permis à l'OPHQ d'élaborer son rapport d'étape final portant sur l'accessibilité des commerces. Le rapport a été déposé à la Commission de l'économie et du travail en février 2018. D'autres rencontres sont à prévoir en 2018 en vue de l'élaboration de l'étude
Cellule Stratégie maritime – Prospection et promotion internationale de la Stratégie	Coprésidée par le Secrétariat aux affaires maritimes (SAM) et le ministère des Relations internationales, la Cellule Stratégie maritime vise à développer une stratégie de promotion internationale concertée avec les ministères et organismes concernés par la Stratégie maritime afin de favoriser les synergies et l'atteinte d'objectifs communs	IQ, MESI, MTMDDET, MTO, MAPAQ, SPN, SAM , MCE (Secrétariat à la communication gouvernementale), MRIF	Budget : 0 \$ Travaux en cours.
Table sectorielle en agrotourisme et mise en marché de proximité (TAMMP) du MAPAQ	Approfondir la connaissance du secteur, partager une vision commune et agir de façon concertée, faire reconnaître l'importance du secteur de la mise en marché de proximité et de l'agrotourisme et de leurs enjeux, développer les compétences pour chacune des fonctions de l'entreprise, améliorer l'accompagnement aux entreprises	Directions centrales et régionales du MAPAQ , Partenaires : MTO et Financière agricole du Québec	4 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> 7 avril 2017 7-8 juin 2017 18 décembre 2017 7 février 2018 Budget : 0 \$ Bilan du Plan d'action 2014-2018 et élaboration du plan d'action 2018-2022

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Groupe de concertation en agrotourisme et tourisme gourmand	Promouvoir et favoriser le développement de l'agrotourisme et du tourisme gourmand au Québec en privilégiant la collaboration ou la concertation avec les acteurs du milieu	Association de l'agrotourisme et du tourisme gourmand du Québec , MTO, MAPAQ, AITQ, UPA, Réseau des Tables de concertation agroalimentaire du Québec, Société du réseau Économusée, Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec	2 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • 4 mai 2017 • 30 novembre 2017 Budget : 0 \$ Maximisation du potentiel de collaboration entre les partenaires en ce qui a trait à la mise en œuvre d'actions favorisant le développement du secteur de l'agrotourisme et du tourisme gourmand
Comité de suivi de l'exécution du contrat de concession sur la mise en œuvre des programmes de signalisation touristique	<p>Coordonner la mise en œuvre des programmes confiés à un concessionnaire afin d'assurer la qualité des services à la clientèle et aux établissements touristiques</p> <p>Suivre l'exécution du contrat de concession en conformité avec les clauses contractuelles</p> <p>Recevoir les demandes d'imprévues du concessionnaire et rédiger des avenants, le cas échéant</p> <p>Analyser l'opportunité du renouvellement de 2 ans du contrat de concession</p>	MTO, MTMDET , AITQ	4 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • 27 juin 2017 • 29 août 2017 • 14 novembre 2017 • 14 février 2018 Budget : 0 \$ Les principaux résultats sont : <ul style="list-style-type: none"> • le suivi de l'exécution du contrat • l'approbation de la grille tarifaire 2018-2019 • l'élaboration d'un 2e avenant au contrat • l'échange d'informations entre les ministères et le concessionnaire
Comité interministériel d'élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre	Ce comité est composé des ministères et d'organismes représentatifs de l'ensemble de la main-d'œuvre. Il doit soutenir le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans l'élaboration de la Stratégie, par exemple en contribuant à la définition des propositions d'enjeux et d'orientations à privilégier dans le cadre de celle-ci.	CPMT, MTESS , MEES, MCC, MESI, MAPAQ, MCE-SPSS, SAA, MFQ, MTO, MIDI, SCF, MFA, MSSS, MFFP, OPHQ, SCT, CCQ, MAPAQ, MCE-SCG	4 rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • 19 mai 2017 • 21 juin 2017 • 19 septembre 2017 • 2 novembre 2017 Budget : 0 \$ Travaux en cours

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Comité de signalisation des routes et circuits touristiques	<p>Analyser les demandes de signalisation de routes et de circuits touristiques Statuer sur l'acceptation ou le rejet des demandes</p> <p>Effectuer des visites d'évaluation des routes et circuits touristiques signalisés Analyser tout projet déposé dans le cadre de ce programme de signalisation</p> <p>Analyser et de recommander des modifications au programme si nécessaire.</p>	MTO, MTMDET , AITQ	<p>2 rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> 16 mai 2017 20 juin 2017 <p>Budget : 0 \$ - rencontres téléphoniques</p> <ul style="list-style-type: none"> Inauguration de la route Les Chemins d'eau (région de l'Outaouais); Approbation de deux modifications du tracé du Chemin des Cantons à Coaticook et à Richmond Approbation d'une modification de tracé de la Route des Vins à Bromont
Comité directeur de l'Entente du Plan d'action Saint-Laurent (PASL)	Assurer la gestion de l'Entente et rendre des comptes régulièrement des progrès accomplis à l'égard des orientations et des objectifs convenus dans cette Entente.	MTMDET, MFFP, MSSS, MTO, MSP, Comité concertation navigation CCN, SAM, Comité suivi biodiversité, Comité concertation aires marines protégées, MAMOT, Comité suivi pérennité des usages, Groupe de travail suivi état Saint-Laurent, MDDELCC , MAPAQ, Environnement Canada, Comité de suivi de la qualité de l'eau, Ministère Pêches et Océans, Groupe de travail en prévision environnementale, Comité concertation changement climatique, Transport Canada, Agriculture Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Agence Parc Canada, Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada	<p>2 rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6 juin 2017 22 juin 2017 <p>Budget : 0 \$</p> <p>Travaux en cours</p>

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES*	BUDGET ET RÉSULTAT
Groupe de travail sur la traverse maritime vers l'Île d'Anticosti	<p>Évaluer les besoins, identifier et analyser des scénarios pour la mise en place d'un lien par traversier vers Anticosti.</p> <p>Réaliser une évaluation économique et financière du projet</p>	Société des Traversiers, SAM , SPN, MAMOT, SÉPAQ, MTMDDET, MTO	<p>5 rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 octobre 2017 • 8 novembre 2017 • 12-13 novembre 2017 • 11 décembre 2017 • 15 janvier 2018 <p>Budget : 0 \$</p> <p>Travaux en cours</p>

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 08

Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

MINISTÈRE DU TOURISME

La *loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec, c'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du Ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'état. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'état.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2017-2018 dans le cadre de l'étude des crédits.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES, SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC, SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées. Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2017-2018 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère ou les organismes qui en relèvent, nous vous référons à la réponse que le ministère de la Justice a donnée à la question dans le cadre de l'étude de ses crédits.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 09

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

MINISTÈRE DU TOURISME

Nom des firmes	Coûts
Debby Dubrofsky, Traductrice agréée de L'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ)	2 778 \$
Dyade communication visuelle inc.	33 267 \$
Lee Heppner	946 \$
Les Traducteurs Unis	44 \$
Louis de Bellefeuille	86 \$
Rod Willmot	261 \$
Services linguistiques FOCAL (Patricia Hamilton)	7 497 \$

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Non des firmes	Coûts
CTC	150 \$
Tina Wayland copywriter	3 510 \$
Vox-o-Max	1 462 \$
Traductions Textualis inc.	498 \$
Services linguistiques Versacom	824 \$

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

Nom des firmes	Coûts
Anglocom inc.	2 003 \$
Sandra Gravel	371 \$
TLB Communication	642 \$
Gonzo Marketing	500 \$
Stéphanie Towner	450 \$

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Nom des firmes	Coûts
John Strati – Rédacteur Anglais/Writer	10 930 \$
Scriptech Traduction	287 \$
Anglocom Inc.	225 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

MINISTÈRE DU TOURISME

- Modification du comptoir d'accueil du centre Infotouriste (CIT) de Rivière-Beaudette
- Rénovation des salles de bains du CIT de Montréal
- Modification du comptoir d'accueil du CIT de Rigaud
- Demande de rétrocession d'espace aux 4^e et 5^e étages du 1255, rue Peel à Montréal
- Installation d'une prise au plafond du CIT Québec
- Confection de signalisation temporaire au CIT Québec

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Services professionnels dans le cadre de l'élaboration des dossiers d'affaires pour le remplacement de la toiture du Stade.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC, SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Aucun.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

MINISTÈRE DU TOURISME

- a) Prix de participation remis à l'un des répondants à un sondage portant sur la qualité des services offerts par le Ministère
- b) Un ensemble d'articles promotionnels d'une valeur approximative de 200 \$
- c) L'objectif visé était de stimuler la participation au sondage

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

- a) Concours du Centre sportif du Parc olympique;
 - b) 3 abonnements d'une durée de 3 mois au Centre sportif : valeur totale de 477 \$
 - c) L'objectif visé était l'augmentation des abonnements au Centre sportif. Ce concours était dans le cadre d'une campagne publicitaire qui faisait la promotion d'un rabais de 75 \$ sur l'abonnement annuel
 - d) Le concours s'est déroulé du 20 janvier au 28 février 2017
-
- a) Concours Billets de saison pour les Alouettes de Montréal
 - b) Une paire de billets de saison pour la saison 2017 des Alouettes: valeur de 4 512 \$. Les billets de saison ont été offerts gracieusement par les Alouettes de Montréal en échange de visibilité sur les réseaux sociaux du Parc olympique.
 - c) L'objectif visé était l'augmentation des abonnements à l'infolettre du Parc olympique
 - d) Le concours s'est déroulé du 21 juillet au 7 août 2017

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC, SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Aucun.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
 - d) le total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

MINISTÈRE DU TOURISME

a), b), c) Depuis le 1^{er} avril 2015, les employés qui travaillaient en communication dans les ministères ont été transférés au ministère du Conseil exécutif (MCE) sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG).

Le 10 mars 2016, le MCE a procédé au regroupement de certaines directions des communications relevant du SCG. Ainsi, depuis cette date, les directions des communications du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et du ministère du Tourisme (MTO) ont été fusionnées.

d) Sommes investies veille médiatique : 7 172 \$

Nom du fournisseur : La Presse canadienne

Détails des services rendus :

- Recherche d'articles de presse

Sommes investies veille médiatique : 32 450 \$

Nom du fournisseur : I.C.I. Influence Communications inc. (anciennement Communication Démo inc.)

Détails des services rendus :

- Recherche d'articles écrits et électroniques

Sommes investies veille médiatique : 3 465 \$

Nom du fournisseur : Gestion MBTI

Détails des services rendus :

- Diffusion de la revue de presse électronique

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

a) Nombre d'employés affectés aux communications : 1

b) Montant dépensé par le département des Communications (salaires et charges sociales du conseiller en communication exclus) : 30 004 \$

c) Le nombre et le détail des rencontres des employés : il n'y a pas de secteur des Affaires publiques

d) Sommes investies veille médiatique : 7 548 \$

Nom du fournisseur : Communication Démo inc.

Détails des services rendus :

- Entente négociée avec le Centre de services partagés du Québec
- Actualités, articles, entrevues et mentions sur le Parc olympique de Montréal et la Régie des installations olympiques dans le cadre de ses activités (événements sportifs et de loisirs dans le Stade, sur l'Esplanade et dans la Tour de Montréal, activités au Centre sportif)

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

a) Nombre d'employés affectés aux communications : 3

b) Montant dépensé par le département des Communications : 79 331 \$

c) Le nombre et le détail des rencontres des employés : aucune rencontre

d) Sommes investies veille médiatique : 6 886 \$

Nom du fournisseur : Cision

Détail des services :

- Surveillance mensuelle de la radio-télévision provinciale
- Fournir les résumés des nouvelles éditées

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

a) Nombre d'employés affectés aux communications : 2 (20 % des tâches)

b) Montant dépensé par le département des Communications : 54 713 \$

c) Le nombre et le détail des rencontres des employés : aucune rencontre

d) Sommes investies veille médiatique : 4 417 \$

Nom du fournisseur : Meltwater News Canada inc.

Détails des services rendus :

- Activités sur le nom Palais des congrès et les déclinaisons du nom
- Activités sur les noms d'employés de la direction de la Société du Palais des congrès de Montréal et des principaux partenaires
- Activités des principaux centres de congrès au Canada et aux États-Unis en compétition avec le Palais des congrès de Montréal
- Activités sur des mots clés reliés au tourisme d'affaires

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts liés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

MINISTÈRE DU TOURISME

Les effectifs totaux liés à la préparation de l'Étude des crédits 2018-2019, incluant les données de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec, sont estimés à 0,7 ETC. Les coûts sont quant à eux estimés à 53 955 \$.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Les effectifs totaux liés à la préparation de l'Étude des crédits 2018-2019 sont estimés à 0,15 ETC. Les coûts sont quant à eux estimés à 16 107 \$.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

Les effectifs totaux liés à la préparation de l'Étude des crédits 2018-2019 sont estimés à 0,02 ETC. Les coûts sont quant à eux estimés à 1 526 \$.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Les effectifs totaux liés à la préparation de l'Étude des crédits 2018-2019 sont estimés à 0,08 ETC. Les coûts sont quant à eux estimés à 6 103 \$.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 16

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer par chacune des années 2011-2012 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

Prévisions pour 2018-2019.

MINISTÈRE DU TOURISME

Au 31 mars 2018, le total des créances à recouvrer, ventilées en fonction de l'âge de ces créances, s'établit comme suit :

Comptes à recevoir	
Courant	681 610 \$
0 à 30 jours	27 830 \$
31 à 60 jours	0 \$
61 à 90 jours	5 191 \$
> 91 jours	157 236 \$
Total	871 867 \$
Provision mauvaises créances au 31 mars 2018	(135 149) \$
Total net des comptes à recevoir	736 718 \$

Prêts, placements et avances (PPA)	
Solde à recevoir au 31 mars 2018	226 146 \$
Provision mauvaises créances pour PPA au 31 mars 2018	(175 846) \$
Total net des comptes à recevoir pour PPA	50 300 \$

En ce qui a trait au recouvrement de ces créances, nous communiquons avec les clients afin de les informer de leur solde dû et tenter de recouvrer les sommes. Au besoin, des ententes de paiements peuvent être conclues.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

En fin d'exercice financier (au 31 octobre 2017), le total des mauvaises créances du Parc olympique s'élève à 16 720 \$.

Les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont la relance (appels des clients) et par la vice-présidence Affaires juridiques et corporatives pour les cas les plus litigieux.

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

La Société du Centre des congrès de Québec a une créance à recouvrer de 15 784 \$ qui date de plus de 120 jours.

Les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont la relance (plusieurs rappels) ainsi que la transmission d'une mise en demeure au client.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Comptes à recevoir	
1 an ou moins (2017-2018)	544 830 \$
1-2 ans (2016-2017)	31 961 \$
2-3 ans (2015-2016)	23 653 \$
3-4 ans (2014-2015)	0 \$
4-5 ans (2013-2014)	0 \$
5-6 ans (2012-2013)	2 776 \$
6-7 ans (2011-2012)	0 \$
Total net des comptes à recevoir	603 220 \$

La comptabilité est responsable de la collection des sommes dues. Des relances, appels et correspondances sont effectués régulièrement pour les comptes en souffrance. Dans certains cas, des ententes d'étalement des paiements sont prises. Au besoin, une agence de recouvrement est utilisée pour assister au recouvrement des comptes où tous les efforts de la Société du Palais des congrès de Montréal n'ont pas mené à un règlement.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 18

Nombre de visiteurs enregistrés au Québec pour chaque année financière depuis 2007.

Ventilation selon la provenance des visiteurs (Québec, Hors-Québec).

Les dernières données officielles sont celles de l'année 2016.

Nombre de visiteurs des marchés intérieurs au Québec (visites-province), 2007-2016

Année	Québec						Autres provinces canadiennes					
	Touristes		Excursionnistes		Visiteurs		Touristes		Excursionnistes		Visiteurs	
	000	%	000	%	000	%	000	%	000	%	000	%
2007	19 621	36,8	33 631	63,2	53 252	100,0	3 138	71,4	1 258	28,6	4 396	100,0
2008	20 197	36,7	34 775	63,3	54 972	100,0	2 803	72,0	1 090	28,0	3 892	100,0
Δ (%)	2,9		3,4		3,2		- 10,7		- 13,4		- 11,5	
2009	20 335	34,5	38 554	65,5	58 889	100,0	2 747	65,6	1 442	34,4	4 189	100,0
Δ (%)	0,7		10,9		7,1		- 2,0		32,3		7,6	
2010	20 615	36,6	35 653	63,4	56 268	100,0	3 341	74,4	1 150	25,6	4 491	100,0
Δ (%)	1,4		- 7,5		- 4,5		21,6		- 20,2		7,2	
2011	22 547	28,4	56 847	71,6	79 394	100,0	3 206	63,2	1 869	36,8	5 076	100,0
Δ (%)	..		..		..		..		..		..
2012	24 018	29,5	57 429	70,5	81 446	100,0	3 780	71,2	1 526	28,8	5 307	100,0
Δ (%)	6,5		1,0		2,6		17,9		- 18,4		4,6	
2013	22 919	28,5	57 608	71,5	80 528	100,0	3 646	65,4	1 928	34,6	5 574	100,0
Δ (%)	- 4,6		0,3		- 1,1		- 3,5		26,3		5,0	
2014	24 742	29,6	58 932	70,4	83 673	100,0	3 301	67,1	1 616	32,9	4 917	100,0
Δ (%)	8,0		2,3		3,9		- 9,5		- 16,2		- 11,8	
2015	25 552	..	..	..	..	..	3 506	..	..	..	..	..
Δ (%)	3,3		..		..		6,2		..		..
2016	24 788	30,0	57 705	70,0	82 492	100,0	4 088	64,6	2 244	35,4	6 332	100,0
Δ (%)	- 3,0		..		..		16,6		..		..

Δ : Variation par rapport à l'année précédente.
.. : Donnée non disponible.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les voyages des résidents du Canada* et *Enquête sur les voyages internationaux*, 2007 à 2016.
Note : En raison de l'arrondissement des données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Note : En raison de changements méthodologiques, les données postérieures à 2010 pour les marchés intérieurs ne sont pas comparables avec les données historiques de l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada. Par conséquent, 2011 est maintenant l'année de référence utilisée pour comparer les données.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nombre de visiteurs des marchés internationaux au Québec (visites-province), 2007-2016

Année	États-Unis						Autres pays					
	Touristes		Excursionnistes		Visiteurs		Touristes		Excursionnistes		Visiteurs	
	000	%	000	%	000	%	000	%	000	%	000	%
2007	1 979	69,1	887	30,9	2 866	100,0	1 067	89,2	129	10,8	1 196	100,0
2008	1 837	71,7	724	28,3	2 561	100,0	1 166	91,1	113	8,9	1 279	100,0
Δ (%)	- 7,2		- 18,4		- 10,7		9,3		- 12,4		6,9	
2009	1 727	72,1	668	27,9	2 395	100,0	993	90,2	108	9,8	1 102	100,0
Δ (%)	- 6,0		- 7,7		- 6,5		- 14,8		- 4,8		- 13,9	
2010	1 809	74,4	623	25,6	2 432	100,0	1 039	88,4	136	11,6	1 176	100,0
Δ (%)	4,7		- 6,7		1,6		4,6		26,0		6,7	
2011	1 791	74,8	604	25,2	2 395	100,0	1 137	89,1	140	10,9	1 277	100,0
Δ (%)	- 1,0		- 3,1		- 1,5		9,4		2,7		8,6	
2012	1 794	75,0	598	25,0	2 391	100,0	1 088	87,3	158	12,7	1 246	100,0
Δ (%)	0,2		- 1,0		- 0,2		- 4,3		12,9		- 2,5	
2013	1 701	72,6	643	27,4	2 344	100,0	1 141	93,7	77	6,3	1 218	100,0
Δ (%)	- 5,2		7,6		- 2,0		4,9		- 51,2		- 2,2	
2014	1 850	74,8	622	25,2	2 472	100,0	1 234	90,4	131	9,6	1 365	100,0
Δ (%)	8,7		- 3,2		5,5		8,1		70,5		12,0	
2015	1 956	..	..	..	..	..	1 264	..	..	..	..	..
Δ (%)	5,7		..		..		2,4		..		..
2016	2 211	75,5	718	24,5	2 929	100,0	1 530	93,5	107	6,5	1 637	100,0
Δ (%)	13,1		..		..		21,0		..		..

Δ : Variation par rapport à l'année précédente.
.. : Donnée non disponible.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les voyages des résidents du Canada* et *Enquête sur les voyages internationaux*, 2007 à 2016.
Note : En raison de l'arrondissement des données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Note : Les données des marchés internationaux sont fournies à titre indicatif et à utiliser avec réserve.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Nombre de visiteurs au Québec, tous marchés confondus (visites-province), 2007-2016

Année	Tous marchés confondus					
	Touristes		Excursionnistes		Visiteurs	
	000	%	000	%	000	%
2007	25 805	41,8	35 905	58,2	61 711	100,0
2008	26 003	41,5	36 702	58,5	62 704	100,0
Δ (%)	0,8		2,2		1,6	
2009	25 802	38,8	40 772	61,2	66 574	100,0
Δ (%)	- 0,8		11,1		6,2	
2010	26 804	41,6	37 562	58,4	64 366	100,0
Δ (%)	3,9		- 7,9		- 3,3	
2011	28 681	32,5	59 460	67,5	88 142	100,0
Δ (%)	..		..		..
2012	30 680	33,9	59 710	66,1	90 390	100,0
Δ (%)	7,0		0,4		2,6	
2013	29 407	32,8	60 256	67,2	89 664	100,0
Δ (%)	- 4,1		0,9		- 0,8	
2014	31 126	33,7	61 302	66,3	92 427	100,0
Δ (%)	5,8		1,7		3,1	
2015	32 277	34,1	62 248	65,9	94 526	100,0
Δ (%)	3,7		1,5		2,3	
2016	32 617	34,9	60 773	65,1	93 389	100,0
Δ (%)	1,1		- 2,4		- 1,2	

Δ : Variation par rapport à l'année précédente.
.. : Donnée non disponible.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les voyages des résidents du Canada et Enquête sur les voyages internationaux*, 2007 à 2016.
Note : En raison de l'arrondissement des données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Note : Les données des marchés internationaux sont fournies à titre indicatif et à utiliser avec réserve.
Note : En raison de changements méthodologiques, les données postérieures à 2010 pour les marchés intérieurs ne sont pas comparables avec les données historiques de l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada. Par conséquent, 2011 est maintenant l'année de référence utilisée pour comparer les données.
Note : En raison de la faible qualité des données pour 2015, ce sont les estimations du ministère du Tourisme qui sont présentées. Cependant, par marché, ces estimations ne sont disponibles que pour les touristes. Toutes les autres estimations sont globales, c'est-à-dire tous marchés confondus.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 22

Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 2017-2018 et inclure le dernier état financier disponible du Fonds.

Les sommes composant le Fonds de partenariat touristique se détaillent de la façon suivante :
(En milliers de dollars)

	2017-2018*
Contributions gouvernementales	126 063,2 \$
Taxes sur l'hébergement	85 743,7 \$**
Taxes de vente du Québec	26 500,0 \$
Autres revenus	2 727,9 \$
TOTAL	241 034,8 \$

* Les revenus sont dits «probables» tant que les travaux de vérification effectués pour les Comptes publics 2017-2018 du gouvernement ne seront pas terminés.

** Ce montant tient compte d'un ajustement de 1 781,7 M\$ qui a été apporté aux revenus comptabilisés en 2017-2018 afin de prendre en compte des revenus supérieurs à ceux estimés en 2016-2017.

RENSEIGNEMENTSPARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 39

Ventilation de l'ensemble des montants consacrés à des études, analyses, rapports ou autres concernant le remplacement du toit du stade pour chaque année financière depuis 2011-2012, en fournissant la liste des documents commandés ou produits par le ministère à ce sujet.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Les frais d'études pour le dossier du remplacement de la toiture du Stade ont été de 904 658 \$ en 2016-2017.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 42

Copie de la correspondance échangée entre le ministère du Tourisme et la RIO concernant l'avenir du Stade olympique.

La correspondance échangée en 2017-2018 entre la ministre du Tourisme et la RIO concernant l'avenir du Stade olympique fait suite à une décision du Conseil des ministres. Elle est donc assujettie aux dispositions de l'article 30 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, chapitre A-2.1.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 44

Concernant les lieux d'hébergement illégal depuis 2011-2012 à aujourd'hui (ventilation par année) :

- a) actions prises par le ministère afin d'enrayer les lieux d'hébergement illégal;
 - b) nombre de ressources dédié au dépistage d'établissements illégaux;
 - c) liste des établissements illégaux par région;
 - d) nombre de constats d'infractions émis par le ministère et montant des constats d'infractions.
-

a) Actions prises par le ministère afin d'enrayer les lieux d'hébergement illégal

À la suite des modifications apportées à la Loi au Règlement sur les établissements d'hébergement touristique en avril 2016, la procédure de traitement de l'hébergement touristique illégal a été révisée dans un souci d'efficacité. Depuis, elle prend forme ainsi :

- dépistage ou dénonciation des situations potentielles d'illégalité;
- avis d'infraction écrit aux exploitants précisant l'infraction commise, leurs obligations et les amendes potentielles s'ils ne se régularisent pas;
- visite d'inspection faite par l'inspecteur dans le but d'identifier l'exploitant et le lieu d'infraction;
- rapport d'infraction général transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

b) Nombre de ressources dédié au dépistage d'établissements illégaux

Veuillez référer à la question 48 des renseignements particuliers de l'opposition.

c) Liste des établissements illégaux par région

Cette information n'est pas disponible.

d) Nombre de constats d'infractions émis par le ministère et montant des constats d'infractions

Le ministère du Tourisme (MTO) n'a pas compétence sur l'émission des constats d'infraction, ni sur le nombre et le montant des amendes encourues, le cas échéant. Le DPCP est l'organisme responsable d'effectuer les poursuites pour le MTO.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 45

Actions entreprises par le ministère pour mesurer la crédibilité des études d'impact économique produites depuis des années dans l'industrie touristique du Québec. Copie des analyses produites par le ministère. Travaux du comité responsable des questions méthodologiques au ministère du Tourisme.

Le ministère du Tourisme (MTO) a présenté en mai 2017 une deuxième édition du *Guide méthodologique pour la réalisation des études sur l'impact économique des grands festivals et événements*. Il se veut un outil de référence au Québec et au Canada pour que les festivals et événements puissent l'utiliser et se comparer entre eux et répondre aux bailleurs de fonds des gouvernements provincial et fédéral.

La nouvelle mouture du programme d'Aide financière aux festivals et aux événements touristiques exige, dans son Volet 1 — Festivals et événements touristiques majeurs, que ces derniers réalisent aux trois ans une étude d'impact économique selon la méthodologie du Guide.

Trois premières analyses d'études de retombées économiques des événements majeurs ont été réalisées, puis validées par le MTO, et une analyse est en attente de précisions par le promoteur et la firme ayant réalisé l'analyse. Sept autres analyses devraient suivre d'ici l'été 2018.

Les études étant réalisées par les promoteurs des festivals et événements, la décision quant à leur publication leur revient.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 47

Montants remis au Festival d'été de Québec lors des 5 dernières années.

Le Festival d'été de Québec a reçu un aide de 1 405 000\$ en 2017-2018.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 48

Montants remis au Grand Prix de Montréal lors des 5 dernières années.

La participation gouvernementale à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal a été de 4 431 588 \$ pour l'exercice 2017-2018.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 52

État de situation et achalandage dans le milieu touristique québécois au cours de 2017-2018. Ventilation par région.

Les plus récentes statistiques d'achalandage touristique, au niveau provincial et régional, font référence à l'année civile 2016. Pendant cette période, ce sont près de 35 millions de visites qui ont été effectuées par les touristes dans les différentes régions touristiques du Québec, dont 27 % par des touristes des marchés hors Québec.

Sans surprise, les régions de Québec et de Montréal sont les plus visitées. En dehors de ces deux régions, les touristes des autres provinces canadiennes et ceux des États-Unis ont été plus présents dans les régions limitrophes. Quant aux touristes en provenance des autres pays, ce sont dans les régions des Laurentides, de Manicouagan et du Saguenay-Lac-Saint-Jean qu'ils se sont retrouvés en plus grand nombre.

Achalandage dans les régions touristiques, 2016

Le volume de touristes par région touristique visitée selon le marché d'origine

Région touristique visitée	Québec		Autres provinces canadiennes		États-Unis		Autres pays		Total	
Volume (en visites-régions)	000	%	000	%	000	%	000	%	000	%
01 Îles-de-la-Madeleine	94*	0,4	6*	0,1		0,0		0,0	100*	0,3
02 Gaspésie	499*	2,0	40*	0,9	23*	0,9	44*	1,8	606*	1,7
03 Bas-Saint-Laurent	1 052	4,1	54*	1,2	4*	0,2	32*	1,3	1 143	3,3
04 Région de Québec	3 041	11,9	564*	12,9	457*	17,4	336*	13,5	4 398	12,6
05 Charlevoix	525*	2,1	17*	0,4	25*	0,9	33*	1,3	600*	1,7
06 Chaudière-Appalaches	1 192	4,7	58*	1,3	52*	2,0	16*	0,6	1 318	3,8
07 Mauricie	1 135	4,5	50*	1,1	43*	1,6	75*	3,0	1 304	3,7
08 Cantons-de-l'Est	2 965	11,6	139*	3,2	98*	3,7	40*	1,6	3 241	9,3
09 Montérégie	1 867	7,3	123*	2,8	90*	3,4	32*	1,3	2 113	6,0
10 Lanaudière	1 733	6,8	36*	0,8	19*	0,7	17*	0,7	1 806	5,2
11 Laurentides	2 643	10,4	327*	7,5	91*	3,5	93*	3,8	3 155	9,0
12 Montréal	3 089	12,1	2 020	46,3	1 437	54,6	1 301	52,4	7 847	22,4
13 Outaouais	1 194	4,7	609*	13,9	59*	2,2	32*	1,3	1 894	5,4
14 Abitibi-Témiscamingue	420*	1,6	28*	0,6	28*	1,1	3*	0,1	479*	1,4
15 Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 205	4,7	20*	0,5	37*	1,4	82*	3,3	1 344	3,8
16 Manicouagan	259*	1,0	25*	0,6	20*	0,8	92*	3,7	396*	1,1
17 Duplessis	88*	0,3	24*	0,5	18*	0,7	5*	0,2	136*	0,4
18 Baie-James	24*	0,1		0,0		0,0		0,0	24*	0,1
19 Laval	449*	1,8	34*	0,8	43*	1,6	15*	0,6	541*	1,5
20 Centre-du-Québec	1 056	4,1	93*	2,1	14*	0,5	8*	0,3	1 171	3,3
21 Nunavik	28*	0,1	5*	0*		0*	1*	0,0	34*	0,1
22 Eeyou Istchee	38*	0,1		0,0		0*		0,0	38*	0,1
Non précisé	875*	3,4	95*	2,2	74*	2,8	227*	9,1	1 272	3,6
Nombre total de touristes	25 470	100,0	4 367	100,0	2 634	100,0	2 485	100,0	34 956	100,0

* Données fournies à titre indicatif et à utiliser avec réserve en raison de la variabilité des données.
NOTE : Le nombre de touristes qui visitent le Québec est comptabilisé en visites-province (question RP2-18) alors que le nombre de touristes dans les régions touristiques du Québec est comptabilisé en visites-région (question RP2-52). Comme une visite-province peut générer plusieurs visites-région, le total de visites-région est toujours supérieur au nombre de visites-province.
Source : Statistique Canada.

Étude des crédits 2018-2019

Ministère du Tourisme

Pour l'année 2017, l'information la plus juste et accessible au niveau régional est celle produite par l'Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement touristique de l'Institut de la statistique du Québec.

Pour la période couverte, le nombre d'unités occupées a augmenté de 4,1 % par rapport à la même période en 2016, alors que l'offre est restée relativement stable (-0,5 %). Le taux d'occupation présentait une hausse de 2,8 points pour s'établir à 60,6 %. Le prix quotidien moyen s'est fixé à 141,70 \$, une augmentation de 2,8 %. Seules deux régions touristiques affichaient un prix moyen sous les 100 \$ la nuitée.

Les régions urbaines (Montréal, Laval, Québec et Outaouais) ont bien performé avec des hausses marquées de leur achalandage. Parmi les autres régions touristiques, l'Abitibi-Témiscamingue, les Cantons-de-l'Est et les Îles-de-la-Madeleine se sont distinguées. Les régions touristiques du Nord (en particulier la Baie-James, le Nunavik et Eeyou Istchee) ont une offre d'hébergement plus limitée et donc plus sensible aux fortes fluctuations.

Achalandage dans les régions touristiques, 2017

Performance quotidienne des établissements d'hébergement de janvier à décembre 2017

Région touristique	Unités disponibles		Unités occupées		Taux d'occupation moyen (%)		Prix quotidien moyen (\$)	
	2017	Δ %	2017	Δ %	2017	Écart	2017	Δ %
01 - Îles-de-la-Madeleine	268	9,4	125	6,8	47,2	-0,9	93,20	-0,7
02 - Gaspésie	2 385	-3,1	1 139	0,4	48,3	1,4	103,00	6,5
03 - Bas-Saint-Laurent	2 284	-3,3	1 177	1,7	52,0	2,7	109,60	6,8
04 - Québec	11 244	1,5	7 618	5,9	67,8	2,8	146,10	3,6
05 - Charlevoix	1 996	-1,0	972	3,3	49,5	2,4	136,00	3,4
06 - Chaudière-Appalaches	2 347	2,7	1 141	5,9	48,8	1,4	103,60	4,1
07 - Mauricie	2 157	-3,7	1 096	4,7	51,0	4,3	109,70	0,6
08 - Cantons-de-l'Est	3 598	-1,0	1 583	6,9	44,2	3,1	128,60	3,0
09 - Montérégie	4 207	-3,0	2 247	6,0	53,5	4,5	111,30	3,2
10 - Lanaudière	1 483	-7,0	614	-0,3	41,4	2,8	108,50	3,9
11 - Laurentides	5 424	-0,3	2 643	3,7	49,1	2,0	154,80	2,4
12 - Montréal	19 235	-0,4	14 513	2,9	75,5	2,5	165,20	2,4
13 - Outaouais	2 899	2,9	1 792	9,7	61,9	3,8	139,60	2,2
14 - Abitibi-Témiscamingue	1 426	0,8	816	11,0	57,3	5,2	117,60	1,6
15 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 757	-0,6	1 276	-1,7	46,5	0,1	106,20	1,9
16 - Manicouagan	1 037	-3,4	530	4,1	51,5	3,9	99,30	0,3
17 - Duplessis	1 085	-0,8	392	8,3	36,3	3,1	105,10	-1,2
18 - Baie-James	381	-0,5	185	13,5	48,6	5,9	111,80	-1,7
19 - Laval	1 501	-1,4	1 214	3,3	80,9	3,7	117,50	6,9
20 - Centre-du-Québec	1 437	0,2	727	5,1	50,6	2,3	111,80	4,6
21 - Nunavik	332	0,0	156	2,0	47,0	0,9	197,00	0,6
22 - Eeyou Istchee	150	10,3	57	35,7	37,9	6,3	156,20	4,8
Province	69 639	-0,5	41 998	4,1	60,6	2,8	141,70	2,8

Source : ISQ

Note : réalisée auprès des établissements de 4 unités de location et plus (établissements hôteliers et résidences de tourisme)

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 54

L'ensemble et les détails des coûts directs et indirects reliés à la mise en place et à la gestion et le nombre d'ETC qui y sont ou y seront consacrés pour les programmes suivants :

- a) Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 (PDIT)
 - b) Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020
 - c) Plan d'action 2014-2017, Le Saint-Laurent : du fleuve à la mer, 4000 kilomètres de découvertes
 - d) Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal 2014-2020
 - e) Plan d'action 2014-2017 – L'hiver au Québec : une expérience variée, un plaisir unique
 - f) Stratégie de marketing de Tourisme Québec 2014-2017
 - g) Stratégie de mise en valeur du tourisme culturel
 - h) Stratégie de mise en valeur du tourisme de nature et d'aventure
 - i) Table de concertation sur le tourisme autochtone
 - j) Réseau de connaissances stratégiques en tourisme (RCST)
 - k) Ententes de partenariat régional en tourisme
 - l) Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent
 - m) Stratégie touristique de développement nordique 2011-2021
-

a) Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 (PDIT)

Le PDIT se réalise par l'intermédiaire du Plan d'action 2016-2020 et des stratégies en découlant. Les ETC ci-dessous y sont donc rattachés.

b) Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.

c) Plan d'action 2014-2017, Le Saint-Laurent : du fleuve à la mer, 4000 kilomètres de découvertes

Le plan d'action a pris fin en 2016-2017.

d) Stratégie de mise en valeur du tourisme hivernal 2014-2020

1 ETC pour la mise en œuvre

e) Plan d'action 2014-2017 – L'hiver au Québec : une expérience variée, un plaisir unique

Le plan d'action a pris fin en 2016-2017.

f) Stratégie de marketing de Tourisme Québec 2014-2017

La stratégie a pris fin en 2016-2017.

g) Stratégie de mise en valeur du tourisme culturel

1 ETC pour la mise en œuvre

h) Stratégie de mise en valeur du tourisme de nature et d'aventure

1 ETC pour la mise en œuvre

i) Table de concertation sur le tourisme autochtone

La Table n'est plus en active.

j) Réseau de connaissances stratégiques en tourisme (RCST)

0,5 ETC pour le Comité d'orientation en développement des connaissances, dont le *Plan d'action 2016-2020 – Appuyer les entreprises, enrichir les régions* annonçait la mise en place en remplacement du Réseau des connaissances à l'automne 2015

k) Ententes de partenariat régional en tourisme

3,2 ETC pour le suivi administratif et la finalisation des ententes 2012-2015 ainsi que la mise en place, la gestion et le suivi administratif des nouvelles ententes 2016-2020.

l) Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent

La stratégie a pris fin en 2013.

m) Stratégie touristique de développement nordique 2011-2021

L'information relative à Stratégie touristique québécoise au nord du 49^e parallèle sera transmise par la Société du Plan Nord.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^e OPPOSITION

QUESTION 57

Concernant l'Alliance de l'industrie touristique du Québec :

- a) les divers coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le nombre d'emplois créés, ventilés par catégorie pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- c) les sommes transférées du ministère vers l'AITQ;
- d) les membres du Conseil d'administration;
- e) la liste des moyens mis en place pour assurer une reddition de compte de cet organisme ainsi que les coûts qui y sont associés pour l'année 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- f) la liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité pour l'année 2017-2018.

a) les divers coûts reliés à sa mise en œuvre

Aucun.

b) le nombre d'emplois créés

Le nombre d'employés prévu est de 44. Ils seront répartis ainsi :

Secteur	Nombre d'employés
Direction générale, administration des finances et affaires corporatives	7
Vice-présidence développement et partenariat industrie	9
Vice-présidence marketing	28
TOTAL	44

c) les sommes transférées du ministère vers l'AITQ

Cette information est présentée à la question 10 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

d) les membres du Conseil d'administration

La composition du conseil d'administration de l'Alliance est disponible sur son site Web, à l'adresse suivante : <https://alliancetouristique.com/conseil-dadministration/>.

e) la liste des moyens mis en place pour assurer une reddition de compte de cet organisme

Les obligations de reddition de comptes de l'Alliance se trouvent à l'Entente présentée à la question 56 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

f) la liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité

Les dépenses probables sont de 25,1 M\$ en 2017-2018. La liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité sera publiée dans le Rapport annuel 2017-2018 de l'Alliance.